

rédaction

administration

Tél 272 88 96 - 272 68 82

10, impasse Guéménée,

75004 Paris

Directeur de la publication

Henri Weber

Supplément à Rouge n° 337

Imprimerie S.I.M.

rouge

MERCREDI

25 FEVRIER 1976

25^e CONGRES DU PCUS

BREJNEV: VIVE LE KGB! PLIOUCHTCH: VIVE LE SOCIALISME!

Hier s'est ouvert à Moscou, au Palais des Congrès du Kremlin, le XXV^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. Toute la machine bureaucratique est mobilisée pour ce doit être, en premier lieu, la célébration et la réaffirmation de son pouvoir. Le Congrès va se dérouler selon un rituel bien réglé. Quant aux ouvriers et paysans délégués, ils ont une fonction purement décorative, perdus au milieu de milliers de « fonctionnaires ».

Pour les dirigeants du Kremlin, un tel congrès le représente nullement une échéance. Si un bilan réel était tiré, si le congrès devanait le lieu d'un quelconque débat, si des décisions y étaient réellement prises, cela signifierait que la bureaucratie accepte un tant soi peu de mettre en jeu sa propre existence. Certes, au passage, certains bureaucrates seront critiqués, d'autres seront même écartés, « pour raisons de santé », naturellement. Mais tout se fera de telle sorte que personne ne puisse percer la façade monolithique que la bureaucratie s'efforce d'offrir à l'extérieur.

voir page 4



Une caricature de Congrès pour une caricature de socialisme

AFP

Depuis janvier 76

**Plus d'une
centaine
de travailleurs
licenciés
pour activité
syndicale**

La CGT et la CFDT ouvrent ensemble leurs dossiers sur la répression anti-syndicale dans une assemblée à la Mutualité.

Partant des attaques contre les libertés syndicales, les orateurs ont élargi le problème à l'ensemble des droits dans et hors de l'entreprise. Un soutien explicite a ainsi été apporté au droit d'organisation dans les casernes. Six militants syndicaux ont illustré cette mise en accusation du pouvoir giscardien. Les cas de Framatome, de Simca-Chrysler (poissy), de la blanchisserie de Pantin, du Parisien Libéré et du CEA ont été examinés par l'Assemblée-Débat.

voir page 6

Le K.G.B. plus le Goulag

Dans son rapport devant le Congrès, Brejnev a jugé nécessaire de rendre hommage sous les applaudissements au K.G.B. (comité de la sécurité de l'Etat), qui a succédé à la Tcheka et au NKVD dans les fonctions de police politique. Il a notamment salué son rôle dans la lutte contre « les éléments hostiles » et les « centres antisoviétiques ».

Cinquante ans après Lénine, pour qui le socialisme c'était « l'électrification plus les soviets », Brejnev en résume la version bureaucratique : le K.G.B. plus le Goulag... Pour donner le change, il invoque la tradition de la police créée au lendemain de la révolution d'Octobre 1917 pour combattre la contre-révolution. A qui croit-il pouvoir faire oublier qu'entre temps il y a eu Staline ? Et que la K.G.B. fut avant tout l'instrument de la contre-révolution bureaucratique, le pouvoir bureaucratique en URSS et dans les démocraties populaires. Cette réponse est aussi la nôtre.

● **solmer: la reprise du travail**
page 7

● **iut: journée nationale d'action ce mercredi**
page 9

● **les cantonales montent aux enchères**
page 5

● Lire aussi une interview de Medvedev

● Page 12, le texte de la déclaration de Léonid Pliouchtch

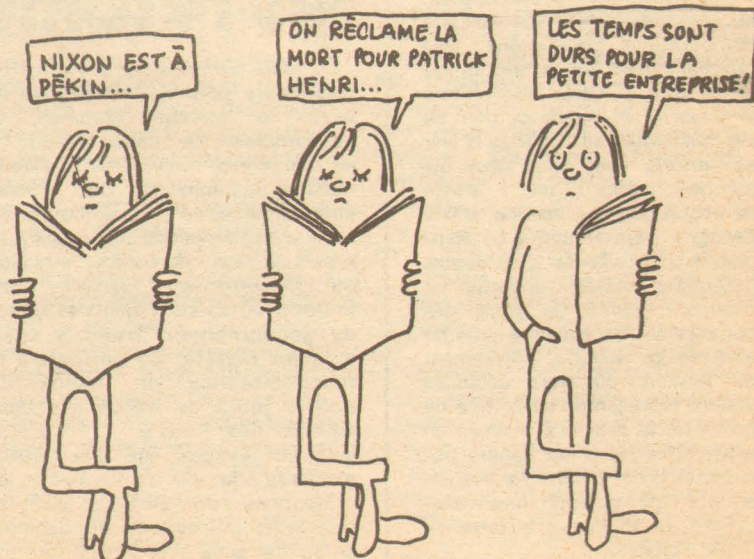
après l'assassinat de Philippe

PONIA REHABILITE LA LOI DU LYNCH

Menace sur « nos » enfants ! Menace, bien sûr, du côté des fous sanguinaires comme Patrick Henry, le meurtrier de Troyes dont la bonne presse et les Dupont-Lajoie réclament la tête, tout de suite. Mais menace aussi du côté de ces prétendus « éducateurs » pervers qui, de Nantes à Marseille, distribuent des préservatifs aux adolescents, les poussent à la débauche, voire carrément couchent avec eux (elles). Menace du côté de nos lycées, de Marmande et d'ailleurs, où fleurissent l'avortement et le vice. Menace sur le front de la drogue qui, comme chacun sait, entraîne à la déchéance et la mort ; le procès d'Agnès Béothy, condamnée à la fin de la semaine dernière à 13 ans de prison

portunément. Menace, enfin (et surtout ?), du côté des démons qui agitent notre jeunesse entraînée à des actes d'inexplicable violence comme le jeune Bruno, meurtrier d'une vieille dame, condamné à mort par les jurés de l'Oise et que Giscard vient de gracier...

Menaces tous azimuts... La grande presse et ses commanditaires officiels s'y entendent pour caresser dans le sens du poil la majorité silencieuse et soulever cette immense clameur, haine et trouille mélangées, d'où surgit mécaniquement l'équation sinistre : sécurité = fermeté = justice implacable = VENGEANCE = loi du talion, loi du lynch !



aux quatre coins du monde

DJIBOUTI : LA TRANSITION DANS LA DOUCEUR

● La manifestation imposante de la LPAI le 11 février a contraint le gouvernement Giscard à plus de modération. Libération de Ahmed Dini comme gage de bonne volonté puis utilisation de la Ligue arabe et de l'OUA pour préparer une transition ménageant l'avenir des intérêts français à Djibouti (surtout militaires). La décision d'organiser dans un proche avenir un référendum pour l'indépendance de Djibouti entre dans ce cadre. Une volonté qui coïncide avec les visées légalistes de la LPAI, laquelle a fait savoir qu'elle y trouvait là matière à satisfaction.

RHODESIE : LA GRANDE-BRETAGNE S'IMPOSE

● Les négociations sur la question constitutionnelle se feront désormais à quatre. Au gouvernement Smith et à la fraction modérée de l'ANC (Congrès national africain) — Joshua Nkhomo — qui avaient commencé leurs conversations, viendront s'adjoindre la Grande-Bretagne et, sans doute, imposée par elle, la fraction Muzorewa de l'ANC. Les difficultés que connaît le gouvernement rhodésien sont source de lucidité pour l'impérialisme britannique. Il veut accélérer un processus de négociations avec l'ANC et surtout avec la branche reconnue (Muzorewa). Il se rend compte en effet des risques de déflagration que pourrait engendrer une intransigence faisant fi des revendications des masses noires. « Faute d'un accord entre blancs et noirs d'ici août, une guérilla généralisée commencera en Rhodésie » écrit le « Guardian ». Il peut également obliger la Rhodésie, en échange d'une aide militaire, à reconnaître une autorité qu'elle avait rejeté en 1965.

ESPAGNE : CREATION DE L'UNION DEMOCRATIQUE DES SOLDATS

● Par voie de communiqué, une « Union démocratique des soldats » annonce sa constitution en Espagne. Affirmant être représentée dans les trois armes et notamment dans les unités d'élite, elle apporte son soutien aux officiers de l'Union militaire démocratique qui vont être prochainement jugés en Conseil de guerre. L'UDS qui affirme disposer d'un organe du nom de « El Soldado » se propose d'unir ses efforts avec tous ceux qui luttent « pour une armée démocratique au service d'une Espagne démocratique ». Rappelons par ailleurs que depuis l'automne étaient apparus en plusieurs points du pays des comités et des coordinations de comités de soldats, notamment du Euskadi où leurs délégués étaient représentés au comité de grève de la province d'Alava en septembre 75, et au Sahara occidental où les comités avaient adopté une position internationaliste de soutien à la lutte du Front Polisario.

U.S.A.

Les primaires du New-Hampshire

LE DUEL FORD/REAGAN

La campagne pour l'élection du président des Etats-Unis qui s'ouvre officiellement ce mardi 24 février avec les primaires du New-Hampshire est en fait commencée depuis des mois, voire une ou deux années pour certains candidats du Parti Démocrate. Si du côté républicain, il n'y a que deux candidats en lice, Gerald Ford et Ronald Reagan, du côté démocrate, on n'en compte pas moins de dix candidatures officielles à l'investiture. Sans parler des candidatures de dernière heure toujours possibles : celle du sénateur Mac Govern, ancien candidat à la Maison Blanche, ou du sénateur Edward Kennedy.

Mais l'intérêt se porte beaucoup plus sur ce qui va se passer du côté républicain. En effet la tradition veut que les premières primaires aient lieu dans le New Hampshire, petit Etat conservateur perdu dans le Nord de la Nouvelle-Angleterre, dont le titre de gloire est d'avoir été le premier à désigner le premier président des Etats-Unis, George Washington. Bien que cet Etat représente moins de un pour cent de l'électorat, une étrange superstition subsiste : celui qui perd les primaires du New-Hampshire n'a aucune chance de devenir le candidat de son parti. Dans une compétition où il n'y a que deux concurrents, l'argument porte. D'autant que c'est la première fois que le président Ford affronte l'électorat américain. Désigné par Richard Nixon comme vice-président, après la démission de G. Agnew, il a hérité de la présidence après la démission de Nixon. Ce qui ne s'était jamais vu dans l'histoire des Etats-Unis. Un lourd handicap à surmonter, que n'arrive même pas à équilibrer le fait qu'il soit président actuellement en fonction.

Sans doute est-ce pourquoi l'on estime généralement qu'avec seulement 40 % des suffrages Reagan serait mieux placé que G. Ford avec 50.



qui est REAGAN ?

Faisant campagne dans l'un des Etats les plus conservateurs

Ronald Reagan se devait d'apparaître comme le champion de l'extrême-droite de son parti. De ce côté-là au moins, il n'aura pas déçu.

Bien qu'il ait signé en 1967, en tant que gouverneur, un projet de loi favorable à la libéralisation de l'avortement, il s'est déclaré prêt à soutenir un amendement constitutionnel qui annulerait la décision de la Cour Suprême déclarant l'avortement conforme à la constitution. Et ce bien sûr pour la plus grande joie de ses nombreux partisans au sein du mouvement « Right to life » : la version américaine du mouvement français « Laissez-les vivre ».

Pour préserver la liberté de tout à chacun, il se déclare opposé à la loi sur le contrôle de la diffusion des armes à feu, et naturellement contre le busing (ramassage scolaire commun aux enfants noirs et blancs).

En matière de politique étrangère, il demande à l'administration Ford et en particulier à Henry Kissinger de ne pas sacrifier le programme de missiles stratégiques CRUISE, au profit d'un éventuel accord sur l'armement stratégique dont il assure qu'il ne ferait que donner la suprématie militaire à l'URSS, alors que les Etats-Unis n'en retireraient que « le droit de vendre du Coca-cola en Sibérie »...

portugal

la campagne électorale débute dans le haut Alentejo

fruits amers de l'anticommunisme et du sectarisme

Dans des termes d'une violence rarement égalée depuis les événements du 25 novembre, la direction du Parti socialiste attaque le PCP à propos des incidents survenus entre les militants des deux organisations ouvrières lors d'un meeting de Mario Soares à Benavila, dans le district d'Aviz, dans le Haut Alentejo, dimanche soir.

Tout semble avoir commencé quand Mario Soares traita, dès le début de son meeting, les militants du PCP de « sociaux-fascistes, tyrans et dictateurs » en les accusant d'être les « nouveaux patrons de l'Alentejo ». Après les sifflets, la rixe éclata entre militants du PCP et militants du PSP. Un militant du PCP qui tentait de s'interposer fut poignardé et eut les côtes brisées dans la voiture qui le conduisait à l'hôpital. Il est certain qu'un lourd contentieux existe, ici dans le Haut Alentejo, entre les deux organisations ouvrières. Ne serait-ce que parce que les voix des notables et des petits paysans se sont portées, par souci d'« efficacité anti-communiste » sur les candidats du PS lors des dernières élections. Mais surtout, aux yeux de milliers de salariés agricoles, le PS a été le Parti qui a dénoncé les « occupations sauvages ». C'est Mario Soares qui déclarait encore récemment que la réforme agraire n'était pas acquise, qu'une autre majorité électorale pourrait revenir en arrière.

Mais ces incidents ne favorisent pas, en ce début de campagne électorale, la politique du PCP. Celui-ci, depuis son comité central ds début février, propose en cas de majorité de la gauche, la constitution d'un gouvernement PC-PS. Il y a là une occasion pour la droite du PS de relancer son offensive anti-communiste. Il suffit de voir le communiqué du PS : « Si quelqu'un a des doutes sur la manière dont le PCP terrorise les populations de l'Alentejo, sur le caractère totalitaire de la collectivisation des terres faites sans contrôle des travailleurs, si quelqu'un a des doutes sur la terreur exercée sur les travailleurs non communistes

La direction du PS porte ici une lourde responsabilité en légi-

timant à l'avance les pogromes anti-communiste qui ne manqueront pas de se développer dans le Nord au cours d'une campagne qui s'annonce chaude, voire violente.

Il y a un intérêt immédiat pour lui : perdre le moins possible des voix qui se sont portées sur lui par anti-communisme, lors des dernières élections, et surtout, contre-balancer par un patriotisme d'organisation exacerbé les pressions unitaires de certains secteurs de base du parti.

grande bretagne

remous dans le parti travailliste

Le projet de loi sur les réductions des dépenses publiques présenté jeudi dernier par Healey, ministre des finances travailliste, a déclenché un début de crise dans le parti travailliste. Les restrictions commenceraient à se faire sentir lors des prochaines élections législatives et il est difficile pour le gouvernement travailliste de frapper les secteurs où la classe ouvrière est la plus prête à défendre ses intérêts. C'est pour cette raison que les retraites, la Sécurité Sociale, la construction de logements ne seront pratiquement pas touchées, alors que les subventions aux produits alimentaires et aux loyers le seront. Le secteur de la santé voit son budget réduit de 2,7 % celui de l'éducation de 9,3 %. Les subventions à l'industrie privée seront augmentées de 30 %, tandis que les industries nationalisées recevront 10 % de moins.

C'est au sein du parti travailliste que ces propositions produisent le plus de remous. Hier un ministre du gouvernement a donné sa démission (Mme Joan Lestor, membre du groupe « Tribune », gauche du parti travailliste). Les députés de la gauche travailliste ont lancé un appel à lutter contre ces mesures draconiennes. A la réunion de l'exécutif du parti ce mercredi, la tendance « Tribune » a présenté une résolution demandant la tenue d'un congrès extraordinaire sur le chômage et la situation économique.

La gauche du parti sera probablement victorieuse sur ce point. Pour ce faire elle commence à s'organiser en tendance non seulement au niveau du groupe parlementaire, mais à tous les échelons du parti et des syndicats. Mais il est aussi nécessaire qu'elle élabore un programme politique cohérent qui ne se limite pas à faire pression sur Wilson et Healey.

Correspondant
Londres

oua/cee

les retombées du conflit

L'initiative prise par la France de reconnaître sans attendre les autres pays du Marché Commun, le gouvernement de Luanda a été l'objet d'amers commentaires lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères réunis à Luxembourg. Ce qui n'a pas empêché Sauvagnargues tout à sa tâche de redorer le blason du gouvernement Giscard, d'affirmer avec candeur que « le geste du gouvernement français avait eu pour résultat de permettre la reconnaissance en moins de quatre jours du MPLA par l'ensemble des Neuf ». Il n'a pas bien sûr évoqué une des raisons majeures de ce revirement : les prétentions de Elf-Erap sur les gisements pétroliers de Cabinda, en concurrence avec la Gulf Oil, que

la politique antérieure de Paris risquait de définitivement compromettre. Il a donc bien fallu à Bruxelles recomposer une unité de façade. La déclaration finale, si elle condamne les interventions étrangères (U.R.S.S., Cuba sous-entendu) prend en compte « le droit à l'auto-détermination et à l'indépendance des peuples Rhodésien et Namibien » et condamne « la politique d'Apartheid d'Afrique du Sud ».

Mêlé clair-obscur à la vingt-sixième conférence ministérielle de l'O.U.A. à laquelle assistait pour la première fois une délégation de la République Populaire d'Angola. Une O.U.A. de plus en plus incapable de masquer son impuissance et sa

fonction réelle, qui est de faire écran, avant d'entériner leur évidence, aux luttes montantes de peuples africains. Ainsi quand le général Teferi Bante, président du gouvernement militaire provisoire Ethiopien, dont les liens étroits avec l'impérialisme U.S. sont patents, insiste sur la nécessité de résoudre « à l'Africaine » les problèmes africains, il y a matière à rire. L'avancée militaire reste donc pour le MPLA la meilleure des garanties politiques, même si sa présence au sein de l'O.U.A. de par le rôle qui lui est conféré par les bourgeoisies européennes, peut lui permettre de s'affirmer de plein droit sur la scène internationale.

le 24/2/76
Télématé

l'U.R.S.S. à l'heure du 25^e congrèsNI BILAN
NI PERSPECTIVE● le rapport Brejnev :
durcissement du ton envers les « partis frères »

Brejnev a prononcé un discours de plus de 4 heures, consacré aux problèmes de politique intérieure et internationale.

En politique intérieure, la réaffirmation du « rôle dirigeant du Parti », les appels à la discipline et à la « vigilance idéologique » montrent qu'il n'y a rien de nouveau sous le ciel de la bureaucratie.

La réaffirmation de la politique de « détente » avec les USA s'accompagne d'un certain durcissement de ton. Si les déclarations sur la « détente » sont avant tout dictées par la volonté de maintenir le statu-quo contre-révolutionnaire à l'échelle internationale, les dirigeants soviétiques cherchent parallèlement à renforcer au maximum leurs positions dans les négociations avec l'impérialisme américain, comme le prouve l'aide massive apportée au MPLA en Angola.

Brejnev, dans son discours, a aussi durci le ton à l'égard des partis frères : il ne saurait être question de « transiger sur les questions de principe, d'admettre des conceptions et des actions qui soient en contradiction avec l'idéologie communiste ». Mais en présentant la conférence mondiale des PC comme une échéance lointaine, Brejnev reconnaît en fait l'échec des efforts déployés jusqu'à présent et l'éclatement toujours plus grand du mouvement communiste international.

L'équipe Brejnev aborde, apparemment, le congrès dans une position de force. Pourtant, le bilan qu'il présente est loin d'être brillant. Le bilan économique en premier lieu. D'après les déclarations officielles, les objectifs du dernier plan quinquennal ont été largement remplis, à quelques bavures près. Pourtant, il suffit de regarder les chiffres, tout aussi officiels, pour se persuader du contraire. La discordance entre les objectifs et les résultats réellement obtenus est la plus flagrante dans les domaines qui concernent directement le niveau de vie des masses soviétiques : la croissance du secteur des biens de consommation a été de 37% au lieu des 49% prévus, celle de l'agriculture de 13% au lieu de 22%, celle du revenu par habitant de 24% au lieu de 31%. La faillite est particulièrement flagrante, surtout si l'on prend en considération le fait que le neuvième plan prévoyait, pour la première fois, une croissance de la production des biens de consommation plus rapide que celle des moyens de production. Le deuxième volet de la politique économique de la bureaucratie se traduit par une dépendance fortement accrue par rapport au marché mondial. Cette dépendance ne s'explique qu'en partie par l'importation de 30 millions de tonnes de blé en provenance des USA, suite à la récolte catastrophique de cette année qui n'a même pas atteint 140 millions de tonnes (en 1974 elle était de 196 millions de tonnes). Cette dépendance accrue est également le résultat de l'im-

portation massive de technologie occidentale, par laquelle la bureaucratie espérait résoudre le problème de la croissance de la productivité. Les résultats du plan, là encore, témoignent du peu d'efficacité de la politique suivie.

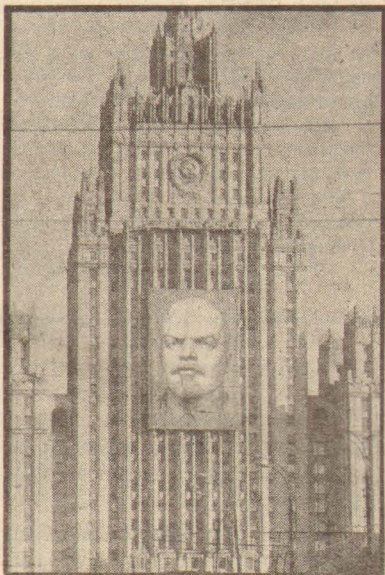
Ces échecs qui témoignent à l'évidence de l'incapacité de la bureaucratie à diriger l'économie se trouvent projetés sur les objectifs du prochain plan quinquennal : moyens de production : plus 39%, biens de consommation : plus 32%, agriculture : 14-17%, revenu par habitant : 20-22%, salaires : 16-18%. A travers ce plan, on a l'impression que la bureaucratie théorise son incapacité à assurer un réel progrès du niveau de vie des masses soviétiques.

Ralentissement du taux de croissance des salaires, ralentissement du taux de croissance des biens de consommation, priorité au secteur des moyens de production : face aux difficultés économiques, la bureaucratie na trouvé comme solution que le retour au vieux dogme stalinien du développement prioritaire des secteurs des moyens de production.

Cette faillite criante de la bureaucratie au niveau économique se double d'un problème objectif de succession : même si la maladie de Brejnev n'est plus d'actualité, le problème de la succession se pose en filigrane à travers ce congrès. Depuis la chute de Kroutchev, la bureaucratie a fait preuve d'une homogénéité de façade qui contraste avec la période mouvementée qui avait suivie le XX^e Congrès. Mais cette cohésion interne n'a été obtenue que parce que toutes les décisions politiques et économiques fondamentales ont été repoussées, le consensus entre les différentes fractions de la bureaucratie ne pouvant se faire que sur la base du plus petit dénominateur commun, l'âge canonique des principaux dirigeants — le début de leur carrière remonte aux années 30 de la terreur stalinienne — pose objectivement le problème de la relève, ce qui ne peut que provoquer l'exacerbation des tensions entre les différents courants et factions pour le pouvoir. Les tensions qui risquent de s'exacerber au sommet de la bureaucratie risquent de remonter avec une remontée soudaine et ouverte du mouvement des masses qui voient leur niveau de vie toujours plus menacé par la faillite économique de la bureaucratie. La quiétude et l'autosatisfaction de la bureaucratie risquent de ne pas durer beaucoup plus que le XXV^e Congrès.

Ce Congrès pourrait bien apparaître comme une échéance malgré la volonté des bureaucrates : il marque l'ouverture d'une période de transition qui pourrait déboucher sur une crise violente avec la montée du mécontentement des masses.

Eric Laurent

○ Demain, le P.C.F. et le 25^e Congrès

Interview de Jaures Medvedev

UN DISSIDENT SOVIETIQUE
SUR LE 25^e CONGRES

Nous publions ci-dessous un extrait d'une interview de Jaures Medvedev réalisée à Londres en novembre 1975. Jaures Medvedev qui réside depuis plusieurs années en Occident, est avec son frère Roy — toujours en Union Soviétique — le porte-parole d'un des courants

de l'opposition qui se réclament du marxisme, celui des « démocrates du parti ». Partisans d'une démocratisation progressive, venant d'en haut, ils situent leur action essentiellement à l'intérieur du Parti.

Comment caractérisez-vous la situation politique en URSS à la veille du XXV^e congrès ? Pensez-vous qu'après Brejnev une réaction de type néo-stalinien soit possible, comme le redoutent beaucoup d'intellectuel soviétiques ?

Les intellectuels la redoutent, mais il est difficile de prédire ce qui se produira après le XXV^e congrès. Après le XXV^e congrès, Souslov, Pelche et Gretchko seront, dans aucun doute, mais à la retraite, car le premier aura 77 ans, le second 74, et le troisième 73. Les gens d'un tel âge doivent quitter le Politbureau, la décision a été prise de limiter à 78 ans l'appartenance au Politbureau. Le groupe le plus âgé doit donc se retirer, et c'est le groupe le plus conservateur. Je ne pense pas que, si Brejnev doit prendre sa retraite uniquement pour des raisons de santé, ce soit Kirilenko qui le rem-

place. En effet, Kirilenko est une personnalité sans grande envergure, sans indépendance, et sans perspective, parce que, son âge également ne lui permet pas de devenir le principal dirigeant pour une longue période. Le système soviétique veut que le leader soit stable pour une durée relativement longue. On ne peut désigner quelqu'un pour un an ou un an et demi, et ensuite reposer le problème. Aussi faut-il mettre en avant quelqu'un qui puisse diriger pour une période plus longue. Si la santé de Brejnev est bonne et si les bruits concernant sa maladie sont faux, je pense qu'il restera le leader, dans la mesure où, pour l'instant, il n'y a pas de solution de rechange. Par contre, si, effectivement, Brejnev demande à bénéficier d'une retraite honorifique pour des raisons médicales. Et si un groupe plus jeune doit être mis en avant, je ne vois pas bien qui : Grichine, Mazourov, Andropov ? Quant à Chelepine, qui est le plus conservateur des « jeunes » il a déjà été écarté du Politbureau, Grichine un des membres relativement jeune du Politbureau, est très réactionnaire, très conservateur et pas très intelligent, pour ce que j'en sais. Andropov est le plus formé, mais les gens le redoutent, car il est le secrétaire ou plutôt le président du KGB. Et du fait de cette fonction, les associations d'idées sont toujours mauvaises. Il est difficile de faire des prévisions. L'individu dans une fonction manifeste certaines qualités à un autre poste d'autres qualités. Andropov, quand il était secrétaire du CC, était considéré comme un libéral, en tout cas comme plus libéral que d'autres. Lorsqu'il reçut son poste au KGB, il a eu immédiatement la réputation d'un conservateur. A quel point cette réputation est-elle fondée, il est difficile de le dire, parce que nous ne savons rien de ces gens-là, de leurs conceptions politiques, de leurs ambitions et de leurs plans. Mais j'ai l'impression dans la mesure où doit être promu un groupe plus jeune, il sera plus lié à la couche suivante de dirigeants, c'est-à-dire une couche qui est

des Etats-Unis ; parallèlement, la presse officielle chinoise dénonce avec une extrême violence les camps de concentration soviétique « qui ressemblent aux abominables camps de la mort nazis » et l'intervention soviétique dans le conflit angolais.

Pour le moment la campagne contre Teng Hsiao Ping ne remet donc pas en cause les grandes lignes de la politique internationale fondée sur la défense des intérêts de l'Etat chinois et non sur les principes de l'internationalisme prolétarien et de la solidarité envers les peuples en lutte contre l'impérialisme.

Si la lutte au sein de la direction chinoise a bien l'importance qu'on pressent, elle débouchera inévitablement sur une mise en cause du cours suivi depuis quatre ans par la diplomatie de Pékin.

D.B.

AMNISTIE

Sakharov a rendu public un appel à l'amnistie des prisonniers politiques. Signé par cinq dissidents Andreï Sakharov, Piotr Grigorenko, Andreï Amalrik, Valentin Tourtchine et Youri Orlov, cet appel a fait écho à la vague de luttes qui secoue les camps soviétiques depuis plus d'un an, pour la reconnaissance du statut de prisonnier politique, pour l'amélioration des conditions de détention, pour l'amnistie.

Sakharov a insisté sur le cas de Mustafa Djemilev, militant pour les droits des Tatars de Crimée, déportés par Staline. Mustafa a engagé coïta plus de sept mois une grève de la faim en protestation contre son internement arbitraire. On est aujourd'hui sans nouvelles de lui, il est en danger de mort.

intéressée à l'élargissement des relations internationales et à un moins grand isolement de l'URSS, qui est persuadé qu'on ne peut plus diriger avec des méthodes purement répressives et que les méthodes de gouvernement doivent faire appel à la persuasion. Je ne pense pas qu'il y aura un renforcement de la répression. Comme lors de toute transition de pouvoirs, au début, le nouveau dirigeant ne se sent pas assuré, il a tendance à utiliser des méthodes plus dures. C'est ce qui s'est passé avec Brejnev jusqu'à l'affaire tchécoslovaque. Dans les dernières années, il est devenu plus libéral. Cela se voit dans sa politique. Il sentait qu'il contrôlait mieux le pouvoir et qu'il avait plus de liberté d'action. Jusqu'en 1968, c'était une figure instable, il y avait des gens qui le défiaient. Chelest, Chelepine, Egoritchev attaquaient ouvertement ses méthodes de direction, ses décisions politiques. Il avait conscience de sa propre instabilité, faisait des concessions et prenait des mesures très impopulaires. Il a énormément hésité à propos de la Tchécoslovaquie. Il a eu une attitude très hésitante par rapport aux « durs » qui exigeaient une action rapide. Après l'occupation, il fit longtemps preuve d'indécision : pendant les mois qui ont suivi l'intervention, Dubcek resta secrétaire du PC Tchécoslovaque, ce qui témoignait des hésitations à l'intérieur de la direction soviétique. En Hongrie, Kroutchev utilisait des méthodes beaucoup plus brutales...

○ Cette interview, réalisée à notre demande, sera publiée intégralement dans un prochain numéro d'Imprecor.

J. Medvedev est biologiste renommé. Plusieurs de ces écrits ont été publiés en Occident : un cas de folie (à propos de son internement dans un hôpital psychiatrique spécial), un ouvrage sur Lissenko qui décrit les méfaits du stalinisme en biologie au nom de la « science prolétarienne » et 10 ans après Ivan Denissovitch.

armée FAIRE ECHEC A LA MEDUSE

- La lutte pour la levée des inculpations continue
- Le Comité national propose sept initiatives

En poursuivant les perquisitions, le juge Gallut -dit « La Méduse »- et la Cour de Sureté de l'Etat, n'auront pas raté leur coup.

En effet, le principal résultat des interpellations de Lyon et de Lille aura été de pousser le Comité National pour la Libération des soldats et militants emprisonnés à poursuivre plus que jamais son activité.

Une assemblée générale des signataires du Comité et des représentants des comités de base de Paris a élaboré et commencé à proposer les initiatives suivantes :

1°) un bulletin d'information et de liaison du Comité National est mis en place. Le premier numéro qui tire le bilan de la Marche du 15 février sur les plans politique et financier est prêt. Il sera envoyé à tous les signataires et à tous les comités qui le demanderont. Pour

l'avoir, il suffit d'écrire à « Politique Hebdo », pour le comité.

2°) une permanence du Comité va être réorganisée deux jours par semaine : les mardi et vendredi après-midi à « Politique Hebdo ».

3°) dès que les finances le permettront, une carte postale avec le texte de l'appel des 22 « je demands à être inculpé » va être éditée et diffusée pour être envoyée de toute la France au juge Gallut.

4°) un dossier noir national sur

les cas de répression arbitraire des soldats dans les casernes (ceux qui sont envoyés 30 jours ou 60 jours « au trou » à discrétion de la hiérarchie militaire) va être établi, imprimé et diffusé.

5°) dans le cas où le pouvoir n'arrêterait pas les poursuites et ne libérerait pas les derniers emprisonnés, tous les inculpés en liberté provisoire feraient une conférence de presse dans les semaines qui viennent en révélant après les avocats, la nature des interrogatoires.

6°) un communiqué de presse a été publié concernant le meeting organisé par l'union de la gauche le vendredi 20 à la Bourse du Travail. Une lettre a été adressée à toute les organisations de jeunesse ayant annoncé une journée d'action commune le 4 mars prochain : le Comité y propose l'action commune sans exclusives.

7°) une assemblée générale de tous les signataires et des délégués des Comités de base se tiendra le lundi 1^{er} mars à 20h 30. Le lieu en sera communiqué par le biais des permanences à « Politique Hebdo ».

G.F.

courrier

Heureux de la sortie prochaine et officielle du « Quotidien Rouge » !

Nous sommes trois JC et nous attendons beaucoup du Quotidien. Des critiques pour les N° 0... nos camarades (y compris la rédaction) Les ont faites avec clarté et compréhension. Il nous faut revenir (et c'est valable pour l'hebdo) sur l'absence des luttes des femmes. Grave oubli ! Nous souhaitons trouver aussi une page « culture » (films, disques,

bouquins, théâtre, etc...) qui est à notre avis indispensable dans le Quotidien (et l'hebdo).

Nous tenons à féliciter tous les camarades qui ont œuvré, et qui œuvreront à la parution du Quot'. On oublie souvent que ça doit pas être de la tarte « tous les jours ».

Nous voulons aussi vous confirmer que ça bouge dans les JC : le XXII^e congrès, l'abandon de la dictature du prolétariat, l'abandon du poing levé, les récentes déclarations sur la moralité, l'escapade

lors des inculpations des soldats ont fait réfléchir les « Jeunes Communistes ».

Malgré la sous-politisation des JC, on commence à évoluer, certains même se tournent vers l'extrême-gauche.

Ça fait plaisir de voir que nous, 3 JC sympathisants de la LCR (Comité Rouge) depuis 11, 10 et 6 mois, nous ne sommes pas les seuls à avoir... comment dire ? compris...

3 JC du Lycée Nord (Marseille)

les nôtres

Suzanne Schechter

Suzanne Schechter est décédée le 17 février d'une courte et cruelle maladie. Son nom restera lié à la période la plus dangeueuse subie par les militants trotskystes, celle des procès de Moscou et de la terreur nazie. Membre du groupe Bolchevik-Léniniste, puis du Parti Ouvrier Internationaliste, elle fut dès sa fondation, élue au Comité central de la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire.

Dès le début de l'occupation, aux côtés de Marcel Hic, notre secrétaire général qui devait périr au camp de concentration de Dora, elle participa à la confection des premiers numéros illégaux, en août 1940, de notre organe central « La Vérité ».

Repliée ensuite à Clermont-Ferrand, elle continua à militer clandestinement pendant toute la guerre, participant à la diffusion du journal notamment.

Lorsque j'assurais la liaison entre Paris et la zone dite libre, c'est chez Suzanne et Charles Schechter que je descendais. Ensemble nous nous appliquions à résoudre avec minutie les problèmes qu'impose le travail illégal. Elle s'était réjouie de la réunification du CCI et du POI pour former le PCI. Elle s'en était éloignée au moment de la scission de 1948 mais ne manquait pas, quand l'occasion s'en présentait d'aider notre mouvement. Il restera d'elle l'image d'une femme libre qui au moment où il était « minuit dans le siècle » faisait partie de la petite cohorte de militants qui brandissait le drapeau de la IV^e Internationale. Ses vieux camarades, parmi lesquels des anciens des camps nazis et des brigades internationales, mêlés à la jeune génération, toutes tendances réunies, lui ont rendu vendredi matin un dernier hommage.

Jean-René Chauvin

« Vandalisme c'est trop peu dire ... on passe au fascisme »

C'est tout ce que le PCF de la Seine Saint Denis a trouvé de plus grossier à dire une semaine après la marche organisée par le « Comité National pour la Libération des Soldats Emprisonnés » le 15 février.

Sous prétexte que quelques « éléments troubles » sont sortis des rangs des 20 000 manifestants pour faire des inscriptions à la peinture, pour brûler un drapeau tricolore, et peindre sur un monument de la seconde guerre mondiale la municipalité de Saint-Denis et la section du PCF ont mis en branle les anciens combattants et signé un communiqué commun de dénonciation. Et ce en première page du journal local avec photo à l'appui...

Voilà sans doute ce que cherchera à faire oublier à la

population que le PCF n'a rien fait pour libérer les soldats et militants emprisonnés, dans cette ville où siège, pourtant, la Cour de Sureté de l'Etat...

L'article paru dans « 93 actualités » va même jusqu'à regretter que les « forces de police présentes » aient « laissé faire de tels agissements » Il apparaît au travers de cet article que plus ça va, plus le PCF ne change pas ! Les bonnes vieilles méthodes de calomnies sont plus difficiles à gommer que la tradition du poing levé...

Ce n'est pas « l'énorme » mobilisation de toute l'Union de la Gauche (500 personnes, vendredi 20 février, à la Bourse du Travail, à Paris) qui donnera autorité aux auteurs de cette honteuse et basse attaque.

justice

Les douze militants du groupe Marge, condamnés le 21 janvier dernier en audience de flagrant délit pour avoir pénétré dans le consulat de l'URSS afin de protester contre les hôpitaux psychiatriques spéciaux, passaient lundi devant la 10^e chambre de la cour d'appel. Ils entendaient remettre en cause le jugement qui les avait condamnés à 6 mois de prison avec sursis, deux autres, du seul fait de l'existence d'un casier judiciaire, ayant été condamné à de la prison ferme pour les mêmes faits.

On a revu à l'occasion les méthodes expérimentées lors d'autres procès politiques : obstruction systématique à la publicité des débats de la part d'un service d'ordre empêchant l'entrée d'une salle à moitié vide (« plus de places » proclamait le chef de la garde), protestations du public suivies bientôt d'un rude dégagement à l'extérieur du palais où trois cars de gardiens de la paix avaient été appelés en renfort.

A l'intérieur de la salle d'audience, le président, sec

et crispé, tente de ne pas trop déborder du strict terrain judiciaire de la violation de domicile. « Vous n'avez pas intérêt à parler politique » déclare-t-il à plusieurs reprises. Peine perdue, les accusés entendent bien placer le débat sur ce terrain et arracheront finalement la possibilité de s'exprimer sur le fond. Quant aux faits eux-mêmes, combien ils paraissent dérisoires après ce qu'expliquent les accusés sur les camps et les hôpitaux psychiatriques. A l'évidence, d'ailleurs, l'accusation ne tient pas juridiquement. L'avocat général, incapable de défendre sérieusement le dossier de l'accusation, ne peut que s'attaquer basement à l'un des militants qui a un casier judiciaire. « Vous, plus qu'un autre, étiez tenu à plus de réserve, de décence » déclare-t-il en enflant la voix et en confondant le statut des magistrats avec celui de militant politique. La défense, en demandant la relaxe pour tous, aura beau jeu de lui répliquer que la qualité d'ancien détenu n'est pas étrangère à l'action menée contre les conditions d'internement en URSS ou ailleurs. Le jugement sera rendu le 9 mars.

notes politiques

ZELE CHIRAC !

● Pour mettre sur pied une « coopération avancée » franco-américaine « par le biais des cessions de brevets et de licences, par des recherches et expériences technologiques conduites en commun », Chirac croit bon de rappeler que « le soutien de la France aux insurgés qui conduisent les Etats-Unis à l'indépendance » l'a été grâce à la flotte française sous les ordres de l'amiral d'Estaing !

Chirac choisit son camp ! Et pour ne pas être en reste et laisser le terrain de l'« Indépendance nationale » à la fois à ses grognards gaullistes et au PCF, il fait appel à la Fayette !

Après avoir fait savoir ses hésitations, Chirac s'est rallié à quadruple vitesse en tenant en muselière l'UDR sous la contrainte électorale : le voilà qui parle d'« Europe intégrée » (à quoi ?) et qui explique que la France sera d'autant plus indépendante qu'elle s'alliera aux USA en empêchant tout « repli PROTECTIONNISTE » de leur part. Voilà une décision qui prend ses adversaires de front, il ne fait pas les choses à moitié, Chirac !

EXCEDENT ET DEFICIT

● La balance commerciale de la France a dégagé un excédent de 6,8 milliards de francs en 1975. Cri de victoire au ministère du commerce extérieur, qui rappelle qu'en 1974, la balance avait été déficitaire de 16,9 milliards.

Sauf que la principale raison à ce spectaculaire rétablissement, ce fut... la crise et le ralentissement des importations. Dès les premiers signes de reprise à la fin de l'année 1975, la balance est redevenue déficitaire : 1,5 milliards de francs en octobre, 0,7 en novembre, 0,3 en décembre. Et pour le mois de janvier de 1976, le chiffre vient d'être rendu public : déficit de 1,4 milliards.

TERRORISTE : TERRORIST : TERRORISTEN !

● L'internationale des polices se renforce et s'organise. A l'issue des deux journées de travail qu'ils ont eues à Paris, Roy Jenkins, ministre de l'intérieur britannique, et Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur français, ont décidé de renforcer la coopération bilatérale entre les deux pays dans la lutte contre « la criminalité et le terrorisme ».

UN MILITANT BRETON LIBRE

● Yann Puillandre, militant actif du front socialiste autogestionnaire breton, vient d'être libéré de la Santé où il était détenu depuis 115 jours sous l'inculpation de reconstitution de ligue dissoute, 115 jours au cours desquels il n'a pas été une seule fois entendu par le juge d'instruction ! Yann Puillandre qui avait annoncé, alors même qu'il était encore en prison, sa candidature aux cantonales sous l'étiquette de parti breton S.A.V va maintenant se consacrer à une campagne centrée sur l'explication de ce que pourrait être « l'autonomie » et « l'autogestion » pour la Bretagne et sur la dénonciation de la répression.

Douze militants de Marge en procès

LES CANTONALES MONTENT AUX ENCHERES

- Chirac réunit les Présidents des Conseils Régionaux
- Les candidats du PC ce matin dans les gares parisiennes.

La préparation des élections cantonales donne lieu à des déclarations de plus en plus nombreuses des différentes forces politiques, notamment de la part des leaders de la majorité. Le PC a annoncé hier qu'il présentait 1791 candidats dont 500 ouvriers et 188 femmes. Il organisait ce matin, à l'arrivée des trains de banlieue dans toutes les gares parisiennes, des meetings d'information de ses candidats et élus locaux. Le PSU, quant à lui, présentera 170 candidats dont plusieurs militants inculpés devant la Cour de Sureté de l'Etat.

D'autre part, le premier ministre a réuni hier les présidents des conseils régionaux pour une séance de travail sur les problèmes de l'emploi.

La proximité des échéances électorales fait monter les enchères entre les différents clans de la bourgeoisie. Pour la première fois depuis quinze ans, il va y avoir une sérieuse redistribution du gâteau : les cantonales vont être une première occasion de tirer la conclusion de la victoire de Giscard aux élections présidentielles contre les gaullistes.

Il faut une majorité aux portes du nouveau président. Chirac a beau donner le maximum de garanties de fidélité, accepter prudemment de parler d'« Europe intégrée », partir à la charge au commandement du Giscard, il n'en demeure pas moins que l'UDR est un boulet qu'il faut faire disparaître, quelle que soit la façon. Les sondages donnent 20 % aux Républicains indépendants et 15 % à l'UDR...? Ce n'est pas encore assez : Stasi affirme qu'il faut pour emporter le morceau une « Fédération des Réformateurs » rassemblant les morceaux épars du Centre Démocrate, du CDP, des Radicaux Valois, du Mouvement Démocrate

Socialiste, du Centre Républicain, Progrès et Liberté.

« Nous sommes condamnés à cette fédération » dit Stasi en ajoutant que si ça n'est pas fait dans l'enthousiasme, la majorité perdra ses chances de l'emporter aux prochaines élections législatives.

Et tous d'acquiescer. Hintermann, Dominati, répondent dans un sens voisin. Les cantonales vont décidément être très politiques ! « Le renouvellement d'une moitié des conseils généraux peut paraître aux esprits légers n'avoir qu'une importance médiocre », disait De Gaulle, lorsqu'il voulait implanter son parti, déjà en 1949. Las ! l'UDR depuis n'a jamais vraiment percé ni aux cantonales, ni aux municipales, ni aux sénatoriales. C'est ce maillon faible, cette place disponible que veut occuper le personnel pro-giscardien : ces échelons seront plus tard des tremplins indispensables, pour toutes autres opérations politiques.

Chirac masque cette curée en affirmant que ces élections ne sont pas politiques : l'objectif est de dépolitiser le conflit avec

l'Union de la gauche pour mieux régler les conflits politiques au sein de l'union de la droite.

Le PCF, lui, saisit l'occasion et part à l'attaque tous azimuts : pour le droit à la parole à la télévision, contre les conseillers de la majorité, comme champion de l'unité en proposant au PS des accords bilatéraux, contre les découpages électoraux de Poniowski... Le PS de son côté vit sur son élan : le match attendu pour le 2 mars entre Fourcade et Mitterrand lui offrira une tribune appréciable comme « premier parti de France ».

Au-delà, les cantonales seront une tribune d'expression très limitée : le PSU pourra difficilement résister aux tentations gestionnaires plutôt qu'« autogestionnaires », même en choisissant de mener une campagne de défense des soldats et militants emprisonnés.

Des élections très peu significatives d'ordinaires, mais observées de près cette fois.

G. FILOCHE

170 candidats PSU

Le PSU présente 170 candidats. Sur 18 61 cantons, dont les sièges seront à pourvoir, les 7 et 14 mars prochains, le PSU présente 170 candidats, dont 42 à Paris. En province, certains des candidats seront des militants syndicaux inculpés récemment par la Cour de Sureté de l'Etat : c'est le cas de M. Young à Strasbourg ; ou bien ce sera un soldat - le caporal Jouve - à Pau. Dans certains endroits, des meetings auront lieu avec B. Julien d'I.D.S., comme le 4 mars à Issy-les-Moulineaux, le 6 mars



D'AILLEURS J'AI BIEN TROP DE TRAVAIL À LA DIRECTION DE MON ENTREPRISE POUR FAIRE DE LA POLITIQUE

ce qu'ils n'ont pas dit

Beaucoup de beau monde hier à Matignon. Chirac réunissait les Présidents des Conseils Régionaux et des Comités économiques et sociaux institués par la loi de 1972 sur les régions. Les premiers sont d'honorables politiciens élus par les parlementaires du coin et les délégués des conseils généraux et municipaux. Les seconds sont censés représenter les différents intérêts des groupes professionnels.

Officiellement, la réunion était consacrée au problème de l'emploi et du rôle que peuvent jouer les régions dans ce domaine. Précisément, il s'agissait de conclure un accord en deux temps : premièrement, le gouvernement autorise les régions à augmenter les impôts qu'elles perçoivent quitte à leur donner une plus grande autonomie financière ; deuxièmement, les régions s'engagent à mener des actions sur l'emploi ce qui déchargerait l'Etat d'une partie de ses responsabilités financières. Résultat les taxes régionales seront alourdies pour les travailleurs en 1977 déjà, pour 1976 les représentants communistes aux assemblées régionales ont systématiquement refusé de voter les budgets prévoyant un accroissement de la charge fiscale.

Ces marchandages financiers assortis de quelques déclarations politiques n'empêchent pas les faits de parler en eux-mêmes : dans sept régions (Bretagne, Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Provence-Côte-

d'Azur, Corse) le taux de chômage par rapport à la population salariée dépasse ou avoisine 10 % ; en Alsace, les demandes d'emploi non satisfaites ont été multipliées par 4 en 2 ans, par 3 en Picardie et en Franche-Comté, par plus de 2,5 dans cinq autres régions (Haute-Normandie, Champagne-Ardenne, Bourgogne, Rhône-Alpes, Corse). Gageons que ce n'est pas le problème qui précède le plus André Bord, secrétaire général de l'UDR et Président du Conseil Régional d'Aquitaine. Mais les socialistes Edgar Tailhadès et Gaston Defferre représentant le Languedoc-Roussillon et la Provence-Côte-d'Azur auront-ils défendu devant le Premier Ministre les exigences des travailleurs privés d'emploi ? De ceux qui n'ont pas retrouvé leur travail aux Tanneries d'Annonay comme les centaines d'ouvriers mis en chômage technique Solmer-Fos.

Un point, enfin, manquait à l'ordre du jour de la réunion : l'inculpation devant la Cour de Sureté de l'Etat de dizaines de militants autonomistes. René Plevin a-t-il protesté contre les perquisitions qui se poursuivent sans cesse chez les militants bretons ? Le radical François Giacobbi a-t-il protesté contre la récente inculpation de six militants corses simplement soupçonnés d'avoir commis des attentats ? Chirac n'en a pas parlé au cours de sa conférence de presse.....

Pierre Julien.

ily a 19 ans

Alger, 25 février 1957. Un coup extrêmement dur est porté à la révolution algérienne. Larbi Ben M'hidi, fondateur du FLN, membre de son comité de coordination, est arrêté par les paras. Qualifié par Bigeard d'« âme de la révolution », Ben M'hidi est exécuté par l'armée française le 5 mars.

Version officielle : Ben M'hidi s'est pendu avec un fil électrique accroché à un tuyau de chauffage central chez les paras de Maison Carrée où il avait été transféré en sortant des griffes de Bigeard qui n'a pu le faire parler. Quatorze ans plus tard Massu, cyniquement, vend la mèche. Le décès du leader du FLN « combatif, il faut bien le dire les vœux de notre Ministre de la Guerre, Max Lejeune. Celui-ci estimait, en effet, que Ben M'hidi avait causé suffisamment de dégâts pour que fut infiniment souhaitable sa disparition. Il m'avait convoqué en tête à tête dans sa villa de fonction et m'avait exprimé nettement cet avis. » (1)

(1) Massu : « La vraie bataille d'Alger ». (1971)

FITERMANN

secrétaire du Comité central du PCF

«L'absence de Marchais a Moscou est conforme

M. Charles Fittermann, secrétaire du Comité Central du Parti communiste français, a motivé, mardi sur les antennes de France Inter, l'absence de Georges Marchais au 25^e Congrès du PCUS en expliquant qu'elle est « conforme » à l'esprit du 22^e Congrès du PCF qui s'est réuni au début du mois à St Ouen.

M. Fittermann a ajouté : « Nous avons constaté qu'il existe des divergences entre nous et les soviétiques sur des problèmes liés à la démocratie socialiste. Aussi, dans l'état actuel des choses nous avons estimé qu'il était plus sage, plus normal que Georges Marchais n'assiste pas au congrès de Moscou ».

Prendant part au débat, le correspondant à Paris des « Izvestia » a souligné à ce sujet que le PCUS « ne se mêle pas de l'affaire des partis frères. La composition des délégations de ces partis est leur affaire propre. L'absence de Georges Marchais n'a pas provoqué d'émotion ».

Mensonge ou insolence, les deux sont possibles ! Puis Fittermann a abordé les rapports avec le Parti socialiste.

« Affirmer comme M. Defferre ou comme M. Mitterrand laisse lui-même l'entendre que celui-ci est le leader de l'opposition est une attitude « un peu curieuse, inquiétante ». Elle « ne correspond pas à l'esprit de l'union », a-t-il ajouté. « Si François Mitterrand a été candidat unique de la gauche, cela n'a été qu'un moment de la bataille. Cela ne veut pas dire que le Parti communiste et ses propres dirigeants ont cessé d'exister. Il n'y a pas de leader unique de l'opposition. L'Union de la Gauche ce n'est pas un parti unique mais, une pluralité de partis égaux en droits et en devoirs. »

Cette déclaration ne manque pas de sel quand on connaît les efforts de la direction du PCF dès les présidentielles de 1965 pour faire accepter par la classe ouvrière le politicien bourgeois qu'était François Mitterrand comme candidat unique de la Gauche.

notes

M. Hubert Germain s'en-vole vers l'est.

● Elu député dans le 13^e arrondissement de Paris dans un petit mouchoir de poche (8 voix de majorité) en 1973 ; l'ancien ministre des PTT actuellement sans emploi officiel connu, doit penser à son avenir. Il a donc choisi d'abandonner le 13^e pour des cieux plus cléments. C'est à Lunéville que ce cher monsieur Germain tentera de prendre son envol

CHEVENEMENT CONTRE CHIRAC ?

● La rédération de Corrèze du Parti socialiste vient de proposer, dans une lettre adressée au Premier ministre, un débat public entre Jean Pierre Chevenement et Chirac le 5 mars prochain, dans le cadre de la campagne des élections cantonales. Chevenement, membre du Bureau exécutif du PS viendra apporter ce jour là son soutien au candidat socialiste, Jean Larue.

paysans

REPRESSION EN LOIRE-ATLANTIQUE : PEINES ACCRUES DEVANT LA COUR D'APPEL DE RENNES

● La cour d'appel de Rennes a condamné mardi après-midi 23 agriculteurs du Finistère et de la Loire-Atlantique à des peines accrues allant de 3 ans à 4 mois de prison avec sursis. Le premier jugement du Tribunal de Grande Instance de Saint-Nazaire totalisait déjà 150 mois de prison avec sursis.

MIDI-VITICOLE : L'ACTION CONTINUE

● Les viticulteurs restent mobilisés : un commando d'une cinquantaine d'entre eux a arrêté lundi deux camions citernes transportant du vin chargé à Dète. Les 600 hectolitres ont été répandus sur la chaussée.

Quant aux négociants du Gard, ils ont réaffirmé leur « volonté de ne plus acheter de vin italien ». Selon eux d'ailleurs, ce n'était le fait que d... quelques grandes maisons extérieures à la région. Fait bizarre : les transactions sur le marché à Nîmes ont connu une baisse inhabituelle due, semble-t-il, à l'importance des stocks de vins italiens en chais chez les négociants.

DEBATISSE CHEZ GISCARD

● Après la journée d'action du 17 février, au terme de la semaine de popularisation engagée par les agriculteurs dans les grandes villes le président de la F.N.S.E.A. a été reçu chez Giscard. Ambiance amicale, semble-t-il, puisque la délégation de la fédération avait amené, en guise de cadeau à Giscard, un solide casse-croûte constitué d'un panier de produits régionaux. Si l'on en croit M. Debatisse, Giscard se serait engagé à faire en sorte que le revenu des agriculteurs ne régresse pas pour la troisième année consécutive. Après le sommet franco-allemand, on compterait à l'Elysée, sur une attitude plus compréhensive de la part du gouvernement allemand, notamment sur le prix du lait. Si les décisions prises à Bruxelles étaient insuffisantes, le gouvernement envisagerait des aides individuelles. Gageons qu'il aura fort à faire pour garantir le revenu des producteurs on considère les propositions de la commission de Bruxelles (6,2 % pour l'ensemble des produits).

En attendant, la semaine d'action continue : lundi ce sont les agriculteurs vauclusiens qui ont vendu à la gare Montparnasse 10 000 œufs et 4 000 bouteilles de vin. Mardi, c'est à la gare St-Lazare que les paysans normands ont organisé une vente sauvage de carottes.

2000 PERSONNES AUX OBSEQUES DE MICHEL

● Plus de 2000 personnes ont assisté lundi, à Lorrain près de Vitte, aux obsèques de Michel Boyé. Celui-ci avait été mortellement blessé au cours d'une manifestation à Epinal le 17 février où les agriculteurs s'étaient affrontés aux gardes mobiles à armes bien inégales : pots de yaourt contre matraques et lacrymogènes.

repression antisyndicale

HARO SUR LES MILITANTS COMBATIFS

● 6 témoignages parmi d'autres

Le dossier réuni par la CGT et la CFDT pour la journée d'action du 24 février est accablant sur les mesures que patronat et gouvernement se donnent pour tenter de mettre au pas les travailleurs. La rubrique « *Entrave aux droits élémentaires* » comprend 24 cas. Celle consacrée aux « *Entraves au fonctionnement des comités d'entreprise et des délégués du personnel* », 23. Les atteintes au droit syndical se comptent par dizaines. Il y a comme cela dix dossiers qui traitent de l'ensemble des terrains, depuis le rôle des syndicats-maisons jusqu'à la répression du droit à l'information. Six témoignages ont apporté des

éclairages différents sur ces mesures. D'abord un militant CFDT du siège social de Framatome. Il dénonça les pressions et intimidations patronales menées grâce à des sociétés spécialisées. Faux documents, coups de téléphone répétés, factures fantaisistes envoyées à son domicile et même, devait-il déclarer, « *photo-montage pornographique envoyé à mes voisins, mes collègues de bureau, pour me compromettre* ». Il s'agit dans ce cas d'essayer de « *casser* » les militants les plus combattifs en les harcelant sans arrêt.

L'ancien secrétaire de la CGT-Chrysler (Poissy) devait dénoncer le rôle des syndicats-maisons tels la CFT qui règne par la terreur, le mouchardage et la délation. Fut également mis en accusation le système des amendes dont sont victimes les travailleurs de chez Chrysler-Poissy. La direction de l'usine a ainsi détourné plus de deux milliards d'anciens francs, de façon totalement illégale. Les travailleurs immigrés en sont les premières victimes. « *En huit mois on a compté 105 atteintes aux libertés syndicales* ». Un chiffre qui se passe de commentaires.

Puis ce fut le tour d'un employé des Blanchisseries de Pantin qui raconta les innombrables violations des droits syndicaux : licenciement de délégués syndicaux, véritables primes anti-grèves données de la main à la main lors du conflit de l'année dernière, pressions sur les journaux pour menacer les « *empêcheurs de tourner en rond* ».

C'est du problème de la presse que devait parler le militant suivant, gréviste du Parisien libéré. Au-delà du cas particulier de la direction de ce journal, bien connue pour sa hargne antisyndicale, le travailleur du Livre posa le problème des tentatives actuelles du pouvoir pour étouffer la presse d'opinion.

Le cas de la répression à l'armée fut alors évoqué par un militant

CFDT qui rappela qu'« *il reste toujours deux adhérents de la CFDT emprisonnés* ». Après une prise de position nette sur le droit pour les soldats à s'organiser, il conclut en souhaitant que la riposte ne s'arrête pas aux meetings prévus ces jours-ci.

Enfin, un syndicaliste du Commissariat à l'Energie atomique parla des enquêtes avant embauche, des

« *stages* » d'essai qui laissent le travailleur sans protection statutaire et du rôle des sociétés intérimaires déplaçant et mutant le personnel n'ayant pas l'heur de plaire à la direction.

Un bilan impressionnant qui situe, mieux que cent discours le type de « *société libérale avancée* » que nous promet le pouvoir. Face à cela, l'unité de la classe ouvrière est une arme décisive.

Répression... répression...

OGER-Construction GO Clichy : Licenciement d'un délégué cadre CGT, contre l'avis de l'inspecteur du travail.

Dassault-Argenteuil : Tentative de licencier deux délégués du personnel.

Crédit Lyonnais : La direction attaque 15 syndicalistes en procès. **Picard-Bâtiment** (Val d'Oise) : Délégué syndical CGT forcé à démissionner.

Garage Dubrulle Beaumont (Val d'Oise) : Licenciement d'un délégué du personnel avec accusation de vol.

Mathieu (Aubervilliers) : Licenciement du délégué syndical et des deux candidats CGT.

Beguine (La Courneuve) : Licenciement d'un militant élu.

RCS Malakoff : Multiplication des licenciements individuels sous le motif « *incompatibilité d'humeur avec la maîtrise* ».

Babcock (La Courneuve) : Licenciement de 4 délégués (2 CGT - 2 FO) pour fait de grève.

Eurest-collectivités (Essonne) : Un délégué CFDT licencié.

Euromarché (Creil) : Le délégué CFDT licencié.

Edit (textile) : Le délégué CFDT réintégré sur décision du juge des référés et relicencié le matin même.

Fives-Cail Babcock : La direction annonce le licenciement de 15 élus du personnel (CGT-CFDT). Elle leur réclame plus de 220 000F.

Rhône-Poulenc (Vénissieux) : 23 délégués CGT et CFDT menacés de licenciement.

Saviem (suresnes) : 7 délégués CGT sanctionnés.

Dreux : Treize avertissements aux délégués du personnel CGT.

Paris-Rhône (Lyon) : 21 licenciements dont 10 délégués. 8 réintégrés après l'avis de l'inspecteur du travail.

Chrysler (Poissy) : Georges Mallet, délégué CGT, licencié. C'est le 30ème depuis mai 75 !

Difour (Montreuil) : Un délégué CFDT mis à pied et menacé de licenciement.

CREAI (Marseille) : Un délégué CFDT licencié.

Porcher (St Ouen) : Un délégué licencié entre les deux tours d'élections professionnelles, malgré l'opposition du CE.

CITA (Val d'Oise) : Licenciement d'un délégué du personnel à la suite de provocations.

ET VOICI NOTRE ANIMATEUR DU SÉMINAIRE DE RECYCLAGE DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE...



« LA CGT POUR TOUS... »

Le dernier numéro de la Vie ouvrière du 25 février consacre une large place au discours de G. Ségué lors du Comité confédéral national.

Un des motifs de discussion est le problème de la démocratie syndicale. G. Ségué souligne que « *la composition des directions ne reflète pas comme il faut les différents courants de pensée* ». Il met là le doigt sur une question importante.

N'est-ce pas lui qui écrivait dans son livre « *Lutter* » qu'« *il peut y avoir incompatibilité* » entre l'opposition systématique à la direction et « *la prise de responsabilité en son sein* ».

Une pareille démarche, sectaire, qui pose des préalables politiques à la prise de responsabilités dans la CGT ne pouvait pas rester sans conséquences. C'est ainsi que certains responsables syndicaux avaient mis au point de véritables déclarations que les futurs candidats CGT à des élections professionnelles devaient remplir où ils s'engageaient à soutenir le programme commun.

Demander de telles exigences c'était, évidemment, s'exposer à n'avoir que des directions « *homogènes* », dans le pire sens du terme. La reconnaissance par G. Ségué que « *y compris dans le partage des responsabilités* » les divers courants de pensée du mouvement ouvrier puissent se retrouver est un fait positif dont les militants révolutionnaires ne manqueront pas de s'emparer.

S.M.

paris-rhône (lyon)

Une perte de 23 % des voix pour la CGT, un gain de 20 % pour la CFDT. Ce sont les résultats aux élections qui font suite à la grève massive de décembre. De majoritaire qu'elle était la CGT voit sa base électorale réduite de moitié (elle passe de 58 à 35 %), tandis que la CFDT gagne la majorité absolue des suffrages ouvriers (53 % contre 32 % en 71).

le verdict des travailleurs

Un tel déplacement de voix est un événement dont la portée est considérable. Ce vote est le verdict sans appel de la grande masse des travailleurs combattifs contre les pratiques de collaboration de classe de la bureaucratie des métaux CGT et de son appendice dans la boîte : la direction de la section CGT. Les candidats CGT, à une ou deux exceptions près, n'ont pas joué de rôle marquant dans la grève.

Si les travailleurs ont perdu la grève, ils ont enrichi leur conscience des leçons de la grève. Dans leur choix, l'absence de représentant du courant oppositionnel de la CGT qui s'était activement mobilisé aux côtés des syndicalistes de la CFDT durant la grève a pesé lourdement. Ils ont reporté leurs suffrages sur la CFDT.

Les travailleurs, par un véritable défi à la direction ont marqué leur volonté de garder à leurs côtés dans l'entreprise leurs délégués les plus combattifs toujours menacés de licenciement. C'est à quoi les invitait la Taupe Rouge qui appelait à voter pour les syndicats de classe CGT et CFDT, mais en insistant sur la nécessité de voter en priorité pour les délégués combattifs victimes de la répression patronale.

Il est évident que la CFDT, créée en 73 au lendemain d'une grève déjà brisée par la direction de la CGT, animée par un courant syndicaliste révolutionnaire populiste est en pleine évolution. Quelles que soient les limites de sa conception de la démocratie ouvrière et syndicale, elle a réussi en deux ans à drainer autour d'elle l'essentiel des forces vives de la classe ouvrière de Paris-Rhône et la grande masse des travailleurs combattifs. Les responsabilités sont d'autant plus grandes aujourd'hui que la réalisation de l'unité d'action syndicale et de l'éducation des travailleurs à la démocratie ouvrière pourra entraîner dans les actions à venir la grande masse des travailleurs. C'est le bilan que tirent les militants révolutionnaires au sein des deux syndicats.

Correspondant

LA CGT PERD 23 % AUX ELECTIONS PROFES/ SIONNELLES

en lutte

RHONE-POULENC TEXTILE : 17 USINES DU TRUST EN GREVE HIER

● A l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, FO et CFTC une grève générale de 24 heures a paralysé hier 17 des 18 établissements que compte le groupe. Le mouvement a été massivement suivi : à Vaise et à Vaux-en-Velin, il a atteint les 100 % de grévistes.

Cette mobilisation fait suite à une série de mesures anti-ouvrières de la direction du trust : mise à 38 heures avec perte de salaire, travail à mi-temps forcé pour les femmes dont le mari travaille (20 heures payées 20).

Avant cette grève nationale, toute une série de mouvements avaient démarré dans plusieurs entreprises du trust. Quatre usines sont aujourd'hui en lutte, dont deux en grève avec occupation depuis dix jours (St-Maurice de Beynost et l'usine d'Arras).

Des négociations s'étaient ouvertes lundi. Elles se sont poursuivies hier.

Correspondant

GREVE A LA SNCR (ANNECY). Manifestation aujourd'hui

● La SNR (société nouvelle de roulement); filiale de Renault employant 41000 salariés, connaît une grève avec occupation depuis jeudi dernier. La grève menée par l'intersyndicale CGT et CFDT est massivement suivie, puisque 90 % du personnel, cadres et maîtrise inclus, sont dans le mouvement afin de répondre aux menaces de la direction qui prévoie 200 licenciements et la suppression des 2 % de progression de pouvoir d'achat (en plus de l'indice INSEE) qui était garanti depuis deux ans.

Le patronat avait assigné 9 travailleurs devant le tribunal des référés. Le jugement sera prononcé ce matin tandis que se déroulera en ville une manifestation.

Correspondant

NANTERRE : UNE PREFECTURE, CHASSE GARDEE DES FLICS

● Vendredi 20 février, les sections syndicales CGT et CFDT des différentes administrations du centre, (Equipement, Trésor, Impôts, Préfecture, Inspection académique) qui diffusaient un tract dans le hall, ont été brutalement expulsés par les flics. A la fin de la distribution 8 militants CGT et CFDT ont été interpellés, fichés ; les tracts restants ont été saisis. 15 jours plus tôt, c'était une délégation de parents d'élèves venus protester contre la circulaire Veil qui s'étaient vus copieusement tabassés au même endroit, avant d'être inculpés pour trois d'entre eux de « coups et blessures à agents » (sic)

Correspondant

BREST : CREATION D'UNE U.D. DE LA CFT

● On ne connaît pas dans le Finistère d'entreprise significative où la CFT ait réussi si peu que ce soit à s'implanter. Cela n'a pas empêché 5 de ses militants, réunis ce week-end autour d'Auguste Blanc, de constituer une Union départementale, 59ème du nom.

SOLMER: APRES LA REPRISE

● Face à un patron de choc décidé à faire un exemple, l'extension s'imposait comme une nécessité. Elle n'a pas eu lieu.

C'est le vendredi 20U APR7S L4ATTAQUE DU COMMANDO CFT-Ordre Nouveau aux portes de l'entreprise, qu'a eu lieu un vote sur la reprise du travail, à bulletins secrets. Deux propositions soumises au personnel : p ur les propositions patronales et continuer l'action entreprise ? ou bien pour continuer l'action sous d'autres formes à l'intérieur ? En fait la formulation de ces deux propositions après un mois d'action ne laissait pratiquement pas le choix. Pourtant 500 voix se sont retrouvées pour continuer la lutte contre un millier pour la deuxième proposition.

rentrés sans avoir rien obtenu

Le bilan des résultats tient en peu de mots : aucune des revendications n'a été satisfaite. Les seules choses obtenues sont la réduction de moitié du chômage partiel pour le mois de mars, une prime de reprise (250 francs pour les premiers rentrés, 500 francs pour les autres), et des avances sur salaire avec facilité de remboursement. Donc rien de concret.

Malgré cela, CGT et CFDT Solmer annoncent qu'il s'agit d'une victoire, parce que pour la première fois ces revendications ont été posées nationalement, et parce que la lutte continue à l'intérieur. Cette attitude est grave, car elle n'éclaircit pas la situation. Il ne s'agit pas de faire du jusqu'aboutisme. A certains moments dans une lutte, quand le rapport de force se dégrade, il vaut souvent mieux serrer les rangs et rentrer dans l'unité pour préparer des luttes futures que de laisser pourrir la grève. Mais dans ces conditions, il faut être clair envers les travailleurs ; il faut qu'ils sachent consciemment pourquoi ils rentrent et pourquoi ils n'ont rien obtenu. Dire qu'il s'agit d'une victoire est faux et ne peut que démobiliser les autres travailleurs. En fait, il est certain que, du point de vue patronal, l'intransigeance a payé.

La fermeté de la direction a été en effet un des traits marquants de cette lutte. Elle a fait le choix de perdre des dizaines de millions, plutôt que de céder d'un pouce sur les revendications. « L'enjeu est plus gros que le chiffre des pertes », déclarait cyniquement Durand-Rival, le PDG, le 11 février...

Pour casser la lutte, il n'a reculé ni devant le lock-out, ni devant le recours aux nervis qui ont pullulé autour de ce conflit sous les étiquettes les plus diverses (« commission ouvrière », « comité révolutionnaire pour l'Ordre Nouveau »...). La seule chose qu'il ait finalement accepté de négocier, ce sont les conditions de la reprise du travail...

un autre résultat était-il possible ?

Les travailleurs de la Solmer avaient affaire à forte partie ; c'est un fait. Mais le fond du problème n'est pas là : comment en est-on arrivé à cette situation bloquée dans ce rapport de force ?

Et là on est en droit de poser un certain nombre de questions. Tout au long de la grève, la majorité de la section CFDT a en effet avancé que ce conflit était un conflit Solmer. C'était entraîner l'illusion que les revendications pouvaient être satisfaites avec les seules forces de la Solmer, alors que les grévistes se heurtaient non à un patron isolé, mais à une politique déterminée par l'U.I.M.M. (Union patronale des industries métallurgiques et minières) et le CNPF. Quant aux dirigeants de la CGT, ils ont dit qu'il fallait coordonner l'action. Très bien ! Mais qu'est-ce qui a été fait dans ce sens ?

D'emblée le conflit a dépassé le cadre de l'usine. Sur le plan local, il est intervenu à un moment où la quasi-totalité des boîtes étaient en lutte : grève à l'ICI, à Ferifos, débrayage et lutte à Ugine-acier, ac-

tion à la CFEM... Or la perspective d'une journée régionale de mobilisation a été sans cesse repoussée. Les militants CGT à l'UL disaient sincèrement : « on fait le maximum, mais ça ne répond pas ». Il est vrai que la mobilisation n'était pas facile : on n'appuie pas sur un bouton pour déclencher une grève de solidarité, surtout ici où un sentiment d'amertume règne à l'égard de la Solmer, qui n'avait pas bougé au moment de luttes importantes (Ugine-acier, CFEM). Mais ce n'est pas en hésitant soi-même qu'on fait reculer l'hésitation.

Un exemple a montré la voie à suivre. A la suite de l'intervention du commando, l'UL a appelé à la mobilisation ; débrayages et manif étaient prévus ; voilà au travers de cette expérience comment on peut

réaliser l'unité ouvrière. Quant à l'action nationale des confédérés autour de Solmer, on n'en sait pas grand chose...

Cette grève peut être une expérience utile, si on en tire clairement les enseignements : face à l'intransigeance patronale, il est de plus en plus difficile de se battre boîte par boîte. Ce qui a manqué à Solmer, c'est la coordination, la généralisation de l'action. Elle était possible à Fos. Même si on ne peut pas dire qu'à coup sûr ça aurait marché... c'était la démarche à suivre. Avec la combativité qui règne aujourd'hui dans la métallurgie, c'est la même démarche qui doit être avancée : une lutte d'ensemble sur une plate-forme unifiante.

Correspondant Fos

Pour les grévistes de CIP et Desombre Délégation hier au ministère de l'Industrie et du Travail

Après la marche régionale de dimanche dernier sur le C.I.P., des délégations de grévistes représentant le personnel des usines occupées de C.I.P. (Pas-de-Calais) et Desombre (Nord) ont été reçues à Paris. Aucune garantie d'emploi n'a pu être donnée. La lutte continue donc.

« Nous en sommes à 21 patrons... possibles ». Cette réflexion d'une ouvrière de la CIP montre bien l'état actuel du conflit. Les ouvrières de la CIP ont refusé d'être mises à la porte, ont occupé avec l'aide de leur syndicat CFDT l'usine et ont remis en marche la production. Depuis, elles attendent un patron !

Le département du Pas-de-Calais est très touché par le chômage. L'industrie du textile a été frappée de plein fouet par la crise actuelle du capitalisme. Un certain nombre d'entreprises sont condamnées tandis que certains groupes bénéficient de la situation présente. Agache-Willot vient de racheter six usines. Certains trusts

transfèrent une partie de leur production dans certains pays dits en voie de développement où la main d'œuvre est moins chère.

C'est dans ce contexte que les ouvrières ont continué la production, façon pour elles de montrer qu'elles refusent le chômage. Les stocks patronaux étaient importants au moment de la cessation d'activité. « Ces stocks, on les utilise pour nous ». Voilà ce que déclare l'une d'elles. La fatalité capitaliste n'a pas été acceptée.

Au début, l'usine a continué à tourner comme avant, moins les cadences autrefois très dures. Les chaînes qui sortaient les chemises comprenaient 43 postes. Chaque ouvrière était isolée avec une tâche très spécifique. Il y a un mois, en assemblée générale du personnel, la question est venue, naturellement : « pourquoi chacune dans son coin ? ». L'AG a décidé d'arrêter les chaînes.

Maintenant, chaque ouvrière fabrique sa chemise en entier. « J'ai cousu des manches pendant sept ans. Maintenant, pour la première fois, je peux contrôler ce que je fais ». On sent qu'il s'agit là d'une opinion largement partagée. Un comité de grève, regroupant les éléments les plus dynamiques fonctionne régulièrement.

On demande à chaque gréviste un minimum de six heures de présence dans l'usine pour occuper ou produire.

Des commissions sont chargées de la popularisation : tracts, affiches, échange de leurs chemises, le travail ne manque pas.

Un forum « Tour de France de l'emploi » leur a permis d'échanger expériences et leçons de la lutte. Le 17 février, elles sont montées à Paris à l'initiative de la fédération HA-CUITEX de la CFDT ; là aussi pour présenter leur combat. « On tiendra toutes ensemble » a déclaré une employée de la CIP. Cette volonté, cette unité, sont leurs atouts les plus précieux.

Les cadres, les quelques ouvrières qui refusaient de soutenir l'occupation ont disparu. « On les a foutues dehors » déclare tranquillement une gréviste. Les difficultés qui se sont présentées ensuite : arrêt du courant, coupure du téléphone, etc. Ce sont les travailleurs des autres boîtes qui ont permis qu'elles soient résolues. Une solidarité qui pèse lourd dans le rapport de force actuel.

Correspondante

bretoncelles

Les ouvriers d'ex-Piron occupent leur usine rachetée par un nouveau patron

Hier matin, alors que seule une poignée de travailleurs réembauchés étaient attendus, c'est l'ensemble des ouvriers d'ex-Piron qui mènent la lutte depuis 14 mois pour défendre leur emploi, qui se sont présentés. Ils sont rentrés en groupe dans l'usine.

Là, tout le monde s'est mis à nettoyer les lieux et les machines, pour travailler. Une façon de bien montrer à Chevrier, P.D.G. de la SODEM et à Delhalle, ancien cadre de Piron, bombardé directeur, qu'ils entendaient bien être repris tous ensemble : « L'unité de production ne vit pas sans nous » ont-ils ainsi réaffirmé. Un huissier s'est présenté pour essayer d'obtenir leur départ. Sans succès.

A Bretoncelles, la lutte entre maintenant dans une phase décisive. Alors que pendant des mois, on n'avait plus vu l'ombre d'un patron candidat à la reprise de l'usine, la SODEM l'a finalement rachetée pour une bouchée de pain. Mais la direction espérait la refaire tourner sans réembaucher les travailleurs de Piron. Elle a d'abord essayé de faire des offres

d'embauche à titre individuel (Piron ? Connais pas ! ». Puis elle a annoncé qu'elle n'avait besoin que d'O.S. (ce qui dans une boîte d'outillage est pour le moins surprenant). « Qu'à cela ne tienne, ont répondu les O.P. de Piron, nous sommes tous des O.S. ; mais s'il y a des postes d'O.P. à pourvoir, nous entendons bien y être prioritaires... »

Aujourd'hui la direction manœuvre. Revenant sur des engagements pris, en particulier sur les listes d'embauche établies avec l'Inspecteur du Travail, elle menace de faire des exclusives de principe contre l'embauche des trois délégués de la section syndicale CFDT. « S'ils rentrent dans l'usine ceux-là, moi je démissionne », a déclaré Delhalle en présence de l'inspecteur du Travail.

Contre cette répression anti-syndicale caractérisée, et pour la réembauche des ouvriers de Piron dans leur usine, la section CFDT de Bretoncelles et le Comité de Lutte élu appellent à une manifestation samedi.

troyes

LA GRANDE TROUILLE

● *L'assassinat du petit Philippe est le prétexte à une véritable campagne politique en forme d'appel au lynch.*

Susciter, encourager, enfler démesurément la peur du jeune, de l'immigré, du gauchiste, du drogué... tel est le maître mot des Ponia et Lecanuet, de nos chers confrères du *Parisien Libéré* au *Figaro*, en passant par *Détective* et le *Journal du Dimanche* ; la presse, c'est triste à dire, que lisent « les gens ».

Tant il est vrai qu'une société ternaillée par cette peur, cette grande Trouille de l'an 2000, ne peut que se cramponner à ses attitudes conservatrices, ses hommes forts, ses flics et sa presse-assomoir.

C'est une véritable campagne politique en forme d'appel au lynch qu'ont orchestrée au dénouement de l'affaire de Troyes, les matamores du régime. Normal : qui aurait pu rêver meilleure diversion, meilleure occasion de resserrer les rangs du parti de la trouille à la veille d'élections cantonales qui s'annoncent comme un test dont se passerait volontiers un régime défraîchi ?

L'indécence, la grossièreté des moyens mis en œuvre sont à la mesure des appréhensions des ringards d'un gouvernement qui a eu tôt fait de balancer par dessus bord les accessoires inefficaces du libéralisme. Le ministre de l'Intérieur et celui de la Justice, d'une même voix, exigent la mort pour Patrick, au mépris du sacro-saint principe de « l'indépendance » et de la « sérénité » de la Justice. Signe des temps. C'est au point que Chirac, géné, se trouve contraint de se démarquer de ses aboyeurs de ministres...

Sans doute, Ponia, Lecanuet, Galley (maire de Troyes) ne sont pas des fascistes au sens scientifique du terme. Mais ils ont un langage, développent une démagogie, s'efforcent de créer un con-

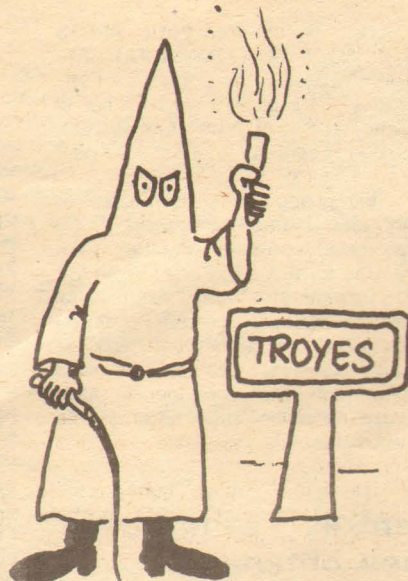
ditionnement dans la population qui préparent des lendemains de lynchs et de pogroms. Et ça marche. Les sondages anciens et récents attestant la popularité de la peine de mort auprès de la population, le climat d'hystérie répandu dans la région troyenne après la mort du petit Philippe le montrent.

Que Giscard, en l'occurrence, s'offre le luxe d'une « neutralité » impériale, voire grâce Bruno, ne change évidemment rien à l'affaire. Quand les chiens sont lâchés, pourquoi le Maître irait-il se salir lui-même les mains dans le sang ? Les apparences sont sauves.

Et nos chers confrères ? les mots existent-ils pour dire le mépris qu'inspirent la bassesse et la veulerie d'une certaine catégorie de journalistes en pareille circonstance ? Ceux-là même qui ne cessent de se gargariser des formules levées d'indépendance de la presse, d'objectivité et de déontologie professionnelle n'ont cessé de hurler avec les loups du gouvernement depuis quelques jours ; de l'académicien d'Ormesson aux « écrivains » Barjavel et Dutourd en passant par le bafouillant Gicquel de TFI, c'est la même litanie : « la France a peur...le pardon, oui, mais...la mort ! » etc...Les mêmes qui se trouvent sans plume ni voix lorsque les gendarmes français tuent « par erreur » un enfant pris en otage à Djibouti ; lorsqu'un aumônier militaire baroudeur gâteux et abusif reconverti dans l'enfance « inadaptée » enchaîne une petite fille qui en meurt ; les mêmes qui ont toutes les indulgences pour les patrons meurtiers « par imprudence » et dénoncent la « politisation » de ces affaires « regrettables »...

Un dernier mot pour les millions de « citoyens

honnêtes » qui dans cette affaire, ont emboîté le pas aux chiens de garde du vieux monde et n'ont qu'un argument à la bouche : « et si c'était votre enfant ? » Oui, si c'était votre enfant, mais lequel ? La victime ou le meurtrier ? Vous avez vu les parents de Patrick Henry à la télé ; ont-ils, eux, plus que vous, des têtes de parents d'assassins ? Et vos enfants, les avez-vous vaccinés contre cette violence qui renaît sans cesse au cœur d'une société où les loups, les chiens et les porcs du vieux monde tiennent le haut du pavé ?



les trouillards à la barre

Le barreau de Troyes, unanime, bâtonnier en tête, refuse de défendre Patrick Henry. L'avocat pressenti pour le faire se désiste à grand fracas. Pas du tout le bandeau sur les yeux et le fléau à la main, les juges de Troyes ! Plutôt attentifs à ce qui les entoure, à leur petite respectabilité locale, à leur clientèle et à leurs bonnes relations avec leur maire Galley.

C'est que la « sérénité » de la Justice n'est pas tellement aidée par la disposition qui consiste à juger un prévenu dans le département du crime. Et puis, le climat général de progrom n'est-il pas là pour leur donner bonne conscience ?

Mais c'est un peu de provincialisme et de culot, messieurs les avocats de Troyes. Ça choque certaines oreilles plus parisiennes et plus subtiles. Le *Figaro* par exemple, toujours aussi terriblement indépendant, qui titre dans son numéro du 23 février : « Un avocat ne déserte pas la barre ». On peut bien se payer un peu de « sérénité » quand on publie complaisamment deux colonnes plus bas les lettres de lecteurs appelant au meurtre. Et puis, cette prise de distance n'est-ce pas le moyen de sauver ce qui subsiste encore d'illusions sur la justice ? N'est-ce pas la meilleure manière surtout, d'aller plus loin, de désigner au-delà de Patrick, pêle-mêle, les « vrais coupables », prêts de gauche, parents démissionnaires, profs complaisants ? En outre, condamner à mort avec sérénité, c'est encore plus efficace, plus dissuasif.

D'ailleurs respectent-ils tant l'indépendance de la justice ces messieurs du *Figaro* ? Ils font plutôt mine de le faire. Ainsi, lorsqu'ils disent que l'avocat ne peut se récuser sans porter un jugement sur « le monstre à défendre » (*Figaro* 23/2/76 Page 2). Tiens donc ? c'est donc jugé, Patrick est un « monstre » ? Et ça continue : on l'assimile au passage aux « pires des hommes », on le compare à Eichmann et à tous ceux dont l'Evangile a dit « mieux eût valu pour eux qu'ils ne fussent jamais nés ». L'Evangile, ça fait bien. Ça donne le frisson métaphysique dans les débats. Le *Figaro*, n'en doutons pas, a enfin rendu au fait divers toute sa hauteur. L'exécution sera une vraie messe, une cérémonie sacrificielle du plus bel effet...

Verdi

l'homme des casernes

UN DESSIN EN PROCES

● Pour avoir publié une affiche reprenant un dessin de la brochure « la justice militaire, ce qu'il faut en savoir » réalisée par quatorze organisations (dont le comité de lutte des objecteurs), la revue « Cité Nouvelle » est poursuivie en la personne de son directeur de publication (M. Monod) qui passera en procès le 1er mars pour « injure envers l'armée ».

REPRESSION CONTRE LE SAPEUR MAJEUR

● Le Comité de soldats du 5^{RG} de Versailles a une solide tradition d'intervention. La S.M. a pris prétexte de la parution du 6^{ème} numéro du bulletin, le « Sapeur majeur » (diffusé sous la couverture d'« Echi 5 », la revue officielle du régiment) pour lancer une grande opération de démentèlement. Une centaine de soldats ont été interrogés, le casernement a été fouillé dans ses moindres recoins. La confiance régnant, même les voitures des officiers ont été passées au peigne fin.

Bilan provisoire : 9 soldats arrêtés. D'autres mutés à Arpajon, Montlery, Frileuse. L'un d'entre eux, Roland a commencé une grève de la faim.

Les flics militaires auront fort à faire avec ce Comité qui regroupe plusieurs dizaines d'appelés et où sont influents des camarades de la JC et de la CFDT.

PARAS CONTRE BIGEARD

● Après qu'un sous-officier du 8^{ème} RPIMA de Castres ait tiré à bout portant sur un appelé, le blessant grièvement, après qu'un appelé du 1^{er} RCP de Pau, dispensé de marche, soit mort d'épuisement après une marche forcée, Nous, Comités de parachutistes de la 11^{ème} division Parachutiste, berceau des Bigeards, Massu et consorts, dénonçons ces « accidents » comme la conséquence de la pratique courante de l'encadrement alliant l'intimidation, les brimades, l'abrutissement et la terreur à la démagogie de « l'esprit para ».

dénonçons l'anticommunisme et l'appel à la guerre civile contre le mouvement ouvrier que déverse la hiérarchie dans « debout les Paras », journal de l'Union nationale des Parachutistes regroupant les nostalgiques de l'OAS.

nous sentons concernés par la répression du mouvement des soldats par le pouvoir, exigeons la libération immédiate de tous les emprisonnés, la cessation des poursuites, et la libération des dizaines de soldats purgeant des 60 jours d'arrêts de rigueur ; nous exigeons aussi la levée de toutes les inculpations et la dissolution de la Cour de Sureté de l'Etat.

exigeons la satisfaction de nos justes droits conquis par ailleurs : libertés d'expression, de réunion et d'organisation.

Comité de parachutiste de la 11^{ème} division parachutiste.

flichtiatrie

après la mort d'isabelle

Isabelle, 13 ans, est morte étranglée Non pas par un foulard, mais par une camisole de force. Le responsable de sa mort, un curé ex-aumônier militaire de la 2^{ème} DB en Indochine, en Corée et en Algérie, n'ira pas aux Assises. L'Espéridou est un centre qui reçoit les filles handicapées mentales profondes. Le centre géré par la fondation C. Carnier, est dirigé par le Père Fabre, soutenu directement par l'Evêché et l'aristocratie. Il règne en maître absolu sur le centre, par la terreur sur le personnel (exclusivement féminin et non diplômé) et d'après de nombreux témoignages, il aurait le droit de cuissage sur les plus grandes des filles qui dorment avec lui au 2^{ème} étage, interdit à quiconque de 20 heures à huit heures.

Le but thérapeutique du curé ? « faire participer ces êtres qui ont droit à la splendeur de la théologie, à la résurrection divine ». Mais c'est la pédagogie qui est le seul moyen employé. Le père tabasse régulièrement les pensionnaires. De nombreuses filles ont été victimes de fractures, de coups extrêmement violents. Et lorsque ce traitement s'avère insuffisant, les filles vont à l'isolement. « L'isolement » est un cachot obscur avec des anneaux fixés au mur ou on attache la récalcitrante camisolée. Ce fut le cas de la petite Isabelle qui ne semblait pas motivée pour assister à la traditionnelle messe dominicale (trois heures les mains jointes) et qui a été placée au cachot où elle est morte étranglée par sa camisole.

L'autre pédagogie, c'est la religion, la bise à « la mamie », la tombe de la fondatrice du Foyer. Ce ne sont pas vraiment des filles qui sont là. Le Père Fabre a in-

venté un mot nouveau pour les désigner : les Hunors (Humains Non Raisonnants). Il y a quatre ans, la CFDT avait mené une lutte qui avait rencontré un soutien très large dans la région. A l'occasion de licenciements abusifs avaient pu ainsi être dénoncées les conditions de travail scandaleuses, mais aussi le fonctionnement de l'établissement. Tout comme aujourd'hui, la droite traditionnelle, évêques, généraux, médecins avait tout fait pour défendre le petit Père contre les attaques de la « mafia syndicale ». C'est ainsi que Savelli, psychiatre de l'établissement (ancien militaire d'Indo où il avait connu le père Fabre) s'est tu et a même affirmé : « cet homme est fou, mais si j'avais une fille débile, je la lui confierais ». Le docteur Roudot, généraliste de l'établissement ne s'est pas davantage ému des sévices et des coups. Le directeur de l'ADASS(1) M. Crampagne reconnaissant humblement qu'il ne pouvait rien faire contre le curé. Le prix de journée trop élevé avait été refusé par la DDASS, mais accordé par Lenoir. Les « souteneurs » de l'Espéridou sont : le Comte de Paris (sa petite fille est pensionnaire du centre), la mérechale de Latre et Mme De Gaulle. C'est cette mafia qu'il faut dénoncer. Un comité de lutte se constitue à partir de la CFDT Santé pour faire éclater un scandale qui éclabousse bien des mandarins locaux.

Demain Rouge publiera la prise de position du Syndicat départemental CFDT des services Santé, services sociaux de l'Hérault.

Correspondant

1) Direction départementale de l'Action sanitaire et sociale

LA PEDAGOGIE TRIQUE ET LE GOUPILLON

femmes

DISCRIMINATION A LA BANQUE

- Les femmes ne sont définies que par leur mari
- Une pratique mysogine

Nous publions ci-dessous un tract de la section CFDT du Crédit lyonnais qui dénonce la discrimination entre hommes et femmes opérée par la direction dans le cadre de l'ouverture de compte pour les femmes mariées. La fédération CFDT de la Banque soutient la section, aussi bien dans cette action que dans « la lutte qu'elle mène depuis de nombreuses années pour faire cesser sous tous ses aspects (salaires, promotion) la discrimination dont sont victimes les travailleuses de la Banque ».

Femmes avez vous une identité ?

Marianne Dubois, quand vous avez épousé Pierre Martin, la banque a retiré votre identité. Dorénavant pour elle, vous n'êtes plus que Madame Pierre Martin. Votre prénom est-il Pierre ? Non. Votre nom de jeune-fille est-il Martin ? Non !

La banque s'en fiche et, de façon scandaleuse, porte d'office sur les nouveaux chèquiers des intitulés différents de ceux qui ont été demandés.

— Vous avez demandé comme intitulé Mme Marianne Martin ? Le chéquier porte Mme Pierre Martin.

— Vous avez demandé comme intitulé Mme Marianne Dubois-Martin ? Le chéquier porte Mme Pierre Martin et votre relevé de compte Mme Marianne Martin-Dubois.

— Vous avez demandé comme intitulé Mme Marianne Dubois ? Le Chéquier porte Mme Pierre Martin.

Pour la banque, vous n'êtes définie que par votre mari.

OR, QUELLE EST LA LOI ?

Etat-Civil :

Aucun texte de loi ne vous oblige, quand vous vous mariez, à porter le nom de votre mari. Vous pouvez garder votre nom de jeune-fille précédé de Madame. Regardez votre carte d'identité, votre carte d'immatriculation à la Sécurité sociale, votre carte d'électrice. Pour l'Etat, vous portez toujours votre nom de jeune-fille. Le nom du mari est simplement mentionné ensuite.

La Banque :

Ce aucun texte de loi n'autorise la banque à faire figurer le prénom du mari au lieu du prénom de la femme sur le compte ouvert par l'épouse. 2) Aucun texte de loi n'autorise la Banque à refuser à la femme d'ouvrir un compte à son prénom et nom de jeune-fille.

3) Aucun texte de loi ne permet à la banque d'utiliser pour le relevé de compte ou pour les chèquiers un intitulé différent de celui auquel est ouvert le compte. Au contraire, la loi vous oblige à reprendre le même intitulé pour le compte et pour les chèquiers.

4) Aucun texte de loi n'autorise la banque à préciser si la titulaire est veuve contre le gré de l'intéressée, 5) Aucun texte de loi n'autorise la banque à modifier l'intitulé du compte, sans l'avis du titulaire, ce qu'elle a fait à l'occasion du renouvellement des carnets de chèques avec adresse.

Tous ces renseignements nous ont été confirmés par le service contentieux de la banque de France.

On ne doit pas passer sous silence une telle pratique, ni se dire qu'après tout, tant pis, ce n'est pas grave.

Si, c'est grave ! et si vous êtes une des nombreuses femmes décidées à protester, nous vous demandons de vous joindre à notre lutte en protestant, par écrit, auprès de votre agence et du service réclamation-clientèle.

Les délégués CFDT tiennent à votre disposition deux lettres toutes imprimées qu'il vous suffira de compléter et d'envoyer. (Permanence CFDT : tel 51438)

Sur tous les plans, désormais, nous lutterons !

du côté de la bonne presse

LA LOI LA VRAIE...

« Quelques instants plus tard la petite bande se retrouve dans un café. Agnès a fait glisser la fermeture éclair de son blouson de cuir. A chaque fois qu'elle regarde Yan, qu'elle voit pour la première fois, sa poitrine, sous le tee-shirt jaune, palpite légèrement. »

C'était en septembre 1969 mais on s'y croirait. Le journaliste de « Détective » s'y entend pour faire revivre le passé !

Il sait nous montrer comment, depuis longtemps, cette fille n'est pas normale : c'est un garçon manqué « Soudain, freinant sec, un nouveau motard vêtu de cuir, s'était arrêté près d'eux. L'inconnu d'un geste rapide, ôte son casque. Ses cheveux bruns s'ébouriffent au vent. L'audacieux motard est une fille de 20 ans, Agnès Béothy. C'est « un chef de bande » désabusé, qui a le goût du danger « un jeu avec la mort... c'est le seul qu'elle connaisse, le seul qui l'amuse encore. »

Et pourtant, et pourtant, on n'en est pas moins femme : « La jeune fille trouve ce garçon très beau... Elle le voit comme le substitut de ce père qui lui manque. » Fin psychologue, ce journaliste de Détective !

« Meurtrière cynique » il y a quatre ans, n'allez pas croire qu'elle a changé. « Récemment... elle a essayé de s'évader en tentant d'étouffer une de ses gardiennes de prison. » Décidément, ce monsieur est bien informé.

Mais tout finit par rentrer dans l'ordre, rassurez-vous braves gens, les méchants sont toujours punis : « Aujourd'hui c'est la loi, la vraie, que va devoir affronter Agnès ». Cette loi l'a condamnée à 13 ans de réclusion. Peut-être va-t-elle s'amender, et au lieu « d'étouffer sa gardienne » se pendre dans sa cellule, la prochaine fois qu'elle ne pourra « plus supporter sa détention à Fleury-Mérogis ». Ça fera moins de bruit...

A Détective on n'est ni cynique, ni meurtrier. Objectif, simplement. C'est pourquoi, on titre en première page « Rapt de Philippe, peine de mort pour les ravisseurs. »

LE CRI DES MURS

Le n° 7 du Cri des Murs est sorti. Il est consacré à « l'affaire » des comités de soldats : les dossiers vides ; la vie des cosernes, les sondages révélateurs de l'état-major sur l'état d'esprit des appelés, etc...

Les numéros précédents sur le chômage, le nucléaire, les accidents de travail sont encore disponibles.

Le « Cri des Murs », journal mural format 60 X 80, est disponible soit sur commande, soit sur abonnement. Tous renseignements : Cri des Murs, BP 8 75 521 PARIS CEDEX 11.

école

nouvelle étape dans la lutte contre la réforme du deuxième cycle

● Aujourd'hui, journée d'action des IUT

Après la « suspension » de la grève des facultés de Nantes, ce sont les étudiants toulousains en lettres et en sciences qui ont pris le relais. Ils en sont à leur troisième semaine de grève. Puis Rennes, Amiens, Clermont-Ferrand ont suivi. Les revendications sont partout semblables : l'abrogation du décret, l'exigence de diplômes nationaux, le refus d'une licence devenue « diplôme oerminal » et ne donnant plus automatiquement le

droit de continuer les études, l'opposition à un autoritarisme renforcé par le système des « habilitations » (en clair : les reconnaissances de diplômes) données selon le bon vouloir du secrétariat d'Etat aux Universités et enfin l'opposition au projet de « Centres de formation des maîtres », nouvelle filière sélective et autonome de préparation à l'enseignement, sanctionnée par deux concours, à l'entrée et à la sortie.

● Les étudiants manifestent le 3 mars

De leur côté, les étudiants des Instituts universitaires de technologie (IUT) en grève à Paris et dans quelques établissements de province, exigent comme chaque année la reconnaissance de leur diplôme, le D.U.T., dans les conventions collectives, l'indemnisation des stages obligatoires en entreprise, la garantie d'emploi au niveau de qualification acquis, le libre accès au second cycle universitaire.

Deux réunions nationales, tenues ce week-end, marquent une nouvelle étape. C'est d'abord à Paris, une première coordination nationale des IUT qui a regroupé une trentaine d'établissements et a décidé d'une journée nationale d'action ce mercredi 25 février, illustrée par des manifestations en direction des chambres patronales, des rectorsats et du CNPF. C'est ensuite, la tenue à Nantes d'une première rencontre des facultés en grève. Appelée à la fin de leur grève par les étudiants nantais, cette initiative est venue un peu trop tôt, au regard de la mobilisation dans les facultés, pour être une véritable coordination nationale des structures de lutte étudiantes. Elle devait être donc une première confrontation des expériences existantes. Le comportement de l'UNEF-Soufflot, animée par l'AJS, qui a artificiellement gonflé ses délégations et imposé des délégués non mandatés, ne l'a pas permis. C'est finalement une réunion à huis-clos des facultés en grève qui a élaboré l'appel que nous publions ci-contre. Soumis à la discussion des assemblées générales, il propose de donner une première sanction nationale au mouvement par une semaine d'action du 1 au 6 mars, rythmée par une journée nationale de manifestations le 3 et une rencontre nationale des facultés en grève et des structures de lutte étudiantes le samedi 6 mars à Paris.

APPEL

de la première coordination nationale des facultés en grève.

Les facultés en grève réunies à Nantes à l'occasion de la coordination nationale du 21 février (ESCP ; Rennes lettres et sciences ; Toulouse lettres, sciences et prépas ; IUT de la Rochelle ; Grenoble IEP Sciences éco, IMSS ; ENS de Saint Cloud ; IUT de Montpellier ; Clermont droit et sciences éco) et les facultés d'Amiens, Tours lettres, Nantes sciences, lettres et droit, appellent l'ensemble des universités à s'engager dans une lutte unie et nationale pour faire obstacle à la réforme du 2ème cycle et aux Centres de Formation des Maîtres. Elles appellent tous les étudiants à s'avancer vers la grève générale des universités, pour l'abrogation de la réforme, pour s'opposer à son application faculté par faculté, en reprenant les formes d'action déjà employées telles que : blocage des dossiers d'habilitation, occupation des conseils d'UER ou d'Université, ...

Pour avancer dans cette voie, la confrontation et la centralisation des luttes sont nécessaires. Comme première échéance servant de relais aux facultés en grève et d'objectif pour les autres, les facultés en grève appellent à une semaine nationale d'action du 1er au 6 mars qui se concrétisera par la tenue de coordinations régionales, et par une journée nationale d'action et de manifestation dans toutes les villes le mercredi 3 mars.

Elles appellent les assemblées générales d'étudiants des facultés en grève à mandater démocratiquement des délégués pour une coordination nationale qui aura lieu à Paris le 6 mars, pour trancher des propositions de plate-forme, de mots d'ordre, et d'initiatives ultérieures soumises à la discussion des AG préparatoires, dont la perspective d'une manifestation nationale avant les vacances de Pâques.

des fleurs et des pavés

théâtre

LE BOUC EMIGRANT

Lazare lui aussi rêvait d'Eldorado de Jean-Pierre Sarrazac, mise en scène Thierry Bosc. Théâtre Le Palace, 8 rue du Fbg Montmartre. Jusqu'au 29 février à 19h. Dimanche : 18 ; prix « Rouge » : 14F.

Nous sommes dans un lointain passé. Lazare du Tormès, un petit homme, n'ayant de nom que celui du ruisseau où il est né, quitte son monde —épouse, maison et travail— et marche vers un Eldorado que des rabatteurs lui ont fait miroiter. Inévitablement, il tombera entre des mains de passeurs, des pourvoyeurs d'emplois et autres marchands de sommeil, tous « poux de la misère des autres ». Lazare qui voulait s'embarquer pour les Amériques, sera mené en bateau. Alors faut-il s'étonner si son voyage se transforme en « passion », s'il est enfermé dans une cuve, s'il est exploité, sur les places d'Europe, comme une bête de foire, si son corps de « métèque » est mis à l'étal par la bonne conscience métropolitaine ?...

Le spectacle, explosé et coloré, puise aux sources de la culture populaire mais, comme chez Dario Fo, les actualise, mêlant fiction, fantastique et réalité, farce et tragédie dans une atmosphère de carnaval. Il ne vise pas à dénoncer ce que nous connaissons déjà : l'exploitation du travailleur étranger par le capitalisme occidental. Plus directement, il exalte le travailleur basané, bariolé, métissé d'une Europe dans laquelle le combat révolutionnaire est à mener, il met en lumière, par le théâtre, le corps immigré dans toute sa différence avec le corps bouffi et endormi des métropolitains.

L'auteur de Lazare l'affirme : « Le moment est venu de se pencher sur le travailleur immigré. Mais à interroger l'algérien et le portugais sur la condition que notre pays lui fait, on en arrive à lui intimider de se taire, on lui ravit sa propre parole, on essaie d'enjôler sa révolte. Un gauche paternaliste nous avoue qu'en partage avec la droite, elle exerce les différences. Pour elle, la différence ça se masque ou ça s'expie. Pour nous, ça s'accroît, ça se radicalise. Nous aimons ce qui fait tache. Lazare, si ses compagnons de plateau l'appellent bouc émigrant, c'est pour lui rendre justice de son ardeur et de son odeur ».

cinéma

UN APRES-MIDI DE CHIEN



Un braquage raté dans une succursale de la Chase Manhattan Bank. Une situation tragique : des gangsters paniqués trouvent les coffres presque vides. Cernés par la police, ils prennent des otages. « Un acte particulièrement odieux », comme dirait Lecanuet. Mais qui met à nu, par lui seul, certains ressorts du système. Oppression particulièrement odieuse plutôt qui pousse certains mecs à des coups désespérés ; mise en valeur lumineuse du fanatisme de la police, du rôle de la télé.

Sydney Lumet était connu pour son *Douze hommes en colère* (1957). *Un après-midi de chien*, c'est autre chose, avec un thème bien plus costaud, retraçant une histoire vécue, dont l'issue fut dramatique.

C'est du cinéma américain de bonne cuvée, comme *Macadam Cowboy*, et du cinéma démonstratif (on peut penser *Dupont la joie...* pourquoi pas !).

Au pavillon de Paris, Porte de Pantin, les 1er et 2 mars.

LES WHO

« Des prolos qui s'adressent aux prolos » qu'ils disent !

Il n'y avait jusqu'à présent en France, en particulier à Paris, de lieu suffisamment vaste et adapté pour être fréquentable par les grands groupes pop, ceux qui drainent des foules qui se comptent non pas en milliers, mais en dizaines de milliers de spectateurs. Il y en a en effet qui ont peur de tous ces gens, jeunes pour la plupart, qui se rassemblent pour écouter, non la Marseillaise même repeinte aux « couleurs de la France », mais une musique somme toute plutôt violente, souvent contestataire, faite par des groupes qui, s'ils sont des produits industriels et des marchands de musique, sont aussi l'expression d'un phénomène profond d'insatisfaction de masse, l'occasion de se retrouver là où les voisins de palier n'ont pas la gueule des lyncheurs de Troyes (Aube), mais où plane une même vague rage de mal vivre.

une ancienne halle aux veaux pour l'abattoir !

Ce lieu existe maintenant. Ironie ? C'est une ancienne halle aux veaux pour l'abattoir, le pavillon de Paris de la porte de Pantin. Aménagé par un consortium d'organisateur de spectacles, ce déjà haut-lieu avait abrité la fête rouge. Cinq millions de francs auraient été investis. Pour améliorer la transmission du son et rendre le décor plus attrayant, il paraît qu'il y aura... des ballons ! Pour le prix, on pourra s'asseoir, on verra de partout, on n'aura plus froid l'hiver et on pourra venir à 15.000. 15.000 qui ne se déplacent pas pour voir n'importe qui et « qui », cette fois, ce sont les Who. Ils sont l'un des rares groupes encore capables de remplir deux fois en France une telle salle, ce qu'ils feront pour notre plaisir les 1^{er} et 2 mars prochains. Une histoire qui dure depuis plus de dix ans. Apparente contradiction quand on sait que c'est plutôt l'éphémère qui régit les milieux du show-business. Le solide, ce sont les capitaux investis, les comptes des conseils d'administration, les études de marché ; le capricieux, le fragile, le « né pour disparaître », ce sont les « idoles » créées en l'espace d'une semaine de matraquage pour satisfaire une envie aussi artificiellement montée en neige.

A moins que, comme le dit Roger Daltrey, le chanteur du groupe : « les Who sont un groupe de prolos qui s'adressent toujours aux prolos. C'est pour cela que nous sommes suivis aveuglément par une certaine couche de la jeunesse qui sait que nous ne l'avons jamais

laissée tomber. » C'est mettre le doigt sur un critère d'authenticité, sur un lien réel qui manque si évidemment à tant de groupes produits par les modes. On les trouve agréables quoique factices. Ils disparaissent aussi vite qu'ils sont apparus. Le dernier exemple est Roxy Music. Pour autant, la seule authenticité n'est pas celle qui maintient le cordon ombilical avec le raz-de-marée de la jeunesse d'il y a deux ans. D'autres expriment une force artistique par leur capacité rare à exprimer un monde en et de perdition, et à ouvrir la porte sur une réalité non ordinaire. La force des Who, leur importance dans la pop-musique tient au fait qu'ils sont ce cordon et qu'ils savent, avec ce sens de l'excès qui les caractérise, enfoncer quelques portes.

mods et rockers

1964 en Angleterre. C'est l'arrivée à l'âge de l'argent qu'on dépense tout seul de la génération conçue généreusement dans le soulagement et la joie des retrouvailles de l'après-guerre. C'est aussi le début de l'époque où tout fout le camp : les parents ne sont plus respectés, le travail n'est plus vénéré, les ouvriers font des grèves sauvages, l'empire colonial se casse définitivement la gueule... Rien ne va. Roger Daltrey est ouvrier métallurgiste. Tous les futurs Who sont originaires de Shepherd's Bush, un faubourg populaire à l'Ouest de Londres. Ils font de la musique et ça marche parce qu'ils font bien, avec hargne, ce qu'une masse fantastique de jeunes a envie de faire plutôt que d'aller bosser au bureau, à la banque... C'est à Londres que ça se passe et ils sont très vite le groupe fétiche de toute la jeunesse citadine, prolétarisée dans des emplois déqualifiés dans le secteur tertiaire. La grande mode est de mimer jusqu'à la caricature les tenues vestimentaires des bourgeois, jusqu'au dandysme précieux, provocateur et ricanant. Toute l'année 64 sera marquée par leurs affrontements avec les rockers, cuirs noirs, motos, d'origine nettement plus prolétarienne, mais se battant indifféremment contre les flics et au côté des nazillons de Mosley contre les immigrés du Commonwealth. Leurs idoles s'appellent Gene Vincent, Eddie Cochran : le vrai rock, la violence seule.

Les Who seront là, aux côtés des Mods, au cours des grandes batailles de l'été pour le contrôle des plages de Brighton. Puis, les groupes comme les Stones, les Who... ont inscrit des rocks standards à leur répertoire et se sont fait admettre des rockers. On a



Roger Daltrey et Keith Moon

souvent présenté cela comme un dépassement, le passage d'une musique inspirée exclusivement par le rythme blues, les chanteurs noirs, à une musique moins imitative, plus créative. La notion de « rock anglais » est apparue qui désigne cet alliage particulier. Mais c'est aussi, et peut-être plus, une victoire des mods sur les rockers, c'est-à-dire en partie une victoire de la récupération sur la révolte. Le dépassement musical en question est largement un aplatissement de deux musiques elles porteuses de vraie révolte : un « blanchissement » de la musique noire, une façon de civiliser le rock des voyous.

les Who

Les Who, eux, s'en sont assez bien sortis, dynamiteurs de choc de tous les concerts, chroniqueurs persifleurs du vieil empire : un jour, ils se tailleront des vestes de scène dans l'Union Jack (le drapeau britannique). Leurs prestations ont des moments de violence démente impressionnante, qui relèvent un peu du happening. Voir le Townshend-sauteur briser sa guitare ou Keith Moon démolir tous ses fûts de batterie n'est pas sans intérêt, dit-on, quoiqu'on puisse se demander dans quelle mesure ça n'aboutit pas à enclencher dans le lieu du spectacle toute la violence, à l'écarter de la rue ou de l'usine.

Pete Townshend



Depuis « Tommy », l'opéra-rock fameux écrit en 1969, je suis méfiant. Cette volonté de vouloir faire un opéra, dans leur esprit une musique écoutable par tous, cette quête d'une reconnaissance culturelle, pouvait relever d'une légitime envie de sortir du ghetto de la pop. On pouvait douter, d'autant que « Tommy », si on laisse de côté son livret inspiré par la gouroumanie débile de Pete Townshend, est très réussi au plan musical : une des premières longues pièces qui ne soit pas un collage hétéroclite ou ne manifeste pas d'évidentes faiblesses une face sur deux des disques. Mais ce qu'il en est advenu, que ce soit la version de prestige avec toutes les vedettes du moment pour interprètes et grand orchestre classique, ou le film-apothéose du festival de Cannes de Ken Russell, montre que la prétention à une reconnaissance culturelle et plus seulement marchande par la bourgeoisie est bien le panneau dans lequel ils ont donné à ce moment-là.

Leur dernier disque « The Who by numbers » est lancé par une énorme offensive publicitaire, rarement vue pour un produit de ce type : flash à la BBC, panneaux immenses dans les rues...

La tournée anglaise a commencé à Manchester, quelque chose comme Roubaix ou Tourcoing, et les Who ont joué du rock, très dur, très fort, plus fort que tout le monde.

Cela a continué aux Etats-Unis et ils arrivent en France. On peut attendre de leurs concerts de lundi et mardi prochains qu'ils fassent oublier leur dernier passage. Peu inspirés à Paris, ils s'étaient offerts un fiasco à Cambrai. Mais cette fois, plus d'opéra, ils iront droit au but, droit à la folie destructrice d'un rock, le même depuis dix ans où leur truc c'est la défonce par la démesure.

Et Pete Townshend sautera encore plus loin, cassera plus sauvagement sa guitare. Et Keith Moon encore plus saoul que d'habitude cognera encore plus fort sur sa batterie avant d'en faire des miettes.

Et tout le monde sera content ?

J.-L. RIDÉ

Prise de parole

« Prise de parole »... Ça aurait pu s'appeler plus classiquement « Tribune des lecteurs », plus légèrement « Ça va mieux en le disant » ou plus impérativement « Parlez ! ». Le but aurait été le même : faire de cet espace une rubrique permanente, où tous, étudiants, travailleurs, vieux, jeunes, militants ou non, peuvent s'exprimer, réfléchir à haute voix sur les rapports entre culture et révolution, art et militantisme... ou, tout simplement, critiquer les critiques.

La rubrique sera ce que vous en ferez, n'existera que par votre courrier. On sait : « tout le monde » a déjà dit ça avant nous. Oui, mais peu ont tenu leurs promesses. Nous tiendrons les nôtres, si vous prenez résolument la parole.

Jazz, rock, ou la musique ?

A quand un article sur la nouvelle musique allemande, et un autre sur la musique dite classique (deux affreux oublis également) ? Rouge aura fait le tour et pourra s'auto-déclarer journal complet et compétent (avec combien d'années de retard) dans tous les domaines de la musique.

Mais Rouge sera-t-il capable de parler de la musique, phénomène complet et permanent, dépassant souvent et le cadre politique et social dont elle est issue et souvent même celui qui produit cette musique.

Les exemples sont nombreux depuis Beethoven jusqu'à Jimmy Hendrix, un Jim Morrison ou un Lou Reed aujourd'hui... personnages des plus affolants car en suivant leur musique ils ont été amenés à une certaine folie ou au suicide.

La musique qui cherche, qui vit de manière quasi-autonome ne sera jamais récupérée par... une quelconque société de classe, comme le Montram indien qui continue de vivre malgré la disparition des systèmes qui lui ont donné naissance ainsi que la musique de Beethoven ou bien d'autres... Allez voir et écouter la Flûte enchantée de Bergman et Mozart. Vous verrez comment un discours réac, phallocraté et raciste (la franc-maçonnerie élitiste et moraliste) ne gâche en rien la musique passionnante et riche, ni non plus d'ailleurs la beauté des images.

Je sens qu'on va me renvoyer à la tête un discours facile sur la réalité des choses et sur le fait qu'il n'y a pas de musique abstraite et coupée des réalités sociales qui la produisent.

Mais c'est justement parce que ceux qui font la musique (ceux qui l'écoutent la font tout autant) expriment le refus de toutes les oppressions quelles qu'elles soient que la musique devient négation vivante de toute société de classe et qu'elle tend à s'extérioriser et à s'extirper des structures sociales.

Cela veut dire que chaque oppression fournit sa propre expression musicale, mais que toutes tendent à se rejoindre et font LA musique.

Mais c'est aussi en France la réalité de la musique des banlieues et des pick-up. Elle est dans toutes les cités, HLM, MJC, etc., où avec quelques disques ou un ou deux instruments des milliers de jeunes vent leur révolte contre la famille, la morale bourgeoise, la ville ou l'ennui, en gratouillant sur une guitare achetée avec de maigres économies ou une batterie bricolée.

Tous ces gens-là font-ils du jazz ? du rock ? Peu importe, ils font de la musique.

C'est pour cela qu'une tâche des révolutionnaires est de permettre à cette musique d'apparaître sans vouloir la délimiter comme révolutionnaire et sans vouloir l'accaparer, comme la bourgeoisie essaie de le faire de son côté. La musique n'est pas révolutionnaire, si ce n'est par rapport à elle-même, elle ne peut qu'aider la révolution.

C'est pour cela que la fête Rouge ne pouvait être complète bien qu'elle permit quelque chose de très important.

C'est pour cela aussi que nous devons intégrer la musique dans notre pratique de tous les jours, car elle l'est déjà dans notre vie quotidienne.

Alain BRETZEL



que nous importe le « message » des artistes !

Depuis que Rouge a décidé de faire dans la Culture on n'y va pas avec le dos de la cuillère ! On en rajoute ! On en tartine. On veut bien les choses, mais c'est accablant, tant dans le quotidien que dans l'hebdo.../.. on est gêné par ses critiques. On y sent un certain snobisme culturel, une polissure de classe, faits de références, placées au détour de telle ou telle phrase, de clins d'œil à des initiés, un côté très parisien, très Quotidien de Paris : un peu de jazz, l'expo Maïakovsky, un zeste de théâtre d'avant-garde.

En matière de musique notre position est caricaturale ; tant dans la pratique (gala) que dans les articles, interviews, etc. on privilégie deux sortes d'artistes (notez-bien « d'artistes », pas de « musique ») ceux qui sont reconnus par « tout le monde » (c'est-à-dire les mass-média dominées par la bourgeoisie) et qui, extérieurement à leur art, prennent des positions politiques plus ou moins proches des nôtres : Moustaki, Reggiani, G. Bedos, Dylan (récupéré) et ceux qui sont explicitement de gauche dans leurs chansons, c'est-à-dire dans les paroles de ces chansons (Ribeiro, C. Magny, etc.).

Il semble donc que ce qui nous intéresse c'est moins la musique ou la poésie des chansons que, la politique, la prise de position de X ou Y.

Or ce qui nous importe, à nous lecteurs, ce n'est pas « le message » des artistes, c'est leur musique. (Non que nous négligions ce que peuvent apporter les artistes dans la lutte politique, mais si nous parlons musique dans la page culturelle de Rouge, nous voulons qu'on y parle réellement musique).

Et malheureusement, que ce soient les premiers ou les seconds (chez les premiers, le message explicite sert souvent à camoufler une musique qui n'est en rien novatrice, pour ne pas dire indigente), ils n'apportent pas grand chose à la musique ni au niveau de la ligne mélodique ni au niveau instrumental.

Ce qui doit, à notre avis, transparaître, dans le quotidien, c'est que la musique est aujourd'hui la forme principale de la Culture de la jeunesse (à l'exception de la jeunesse bourgeoise). Ici on ne va pas aux expositions, on lit peu et pas ce qui fait partie de La Culture on va peu au cinéma (deux cinémas pour 15 000 h dont un de cul). Le temps libre est occupé par le café et la musique. La musique qu'on écoute ou qu'on joue.

Il nous importe plus de lire un compte rendu d'un concert de Mahjun que l'interview de C. Ribeiro dont on sait, grosso modo, ce qu'elle va dire avant même d'avoir lu l'article. Le renouveau du rock est un phénomène qu'il faut analyser politiquement certes (et c'est votre boulot) mais surtout en lui-même, depuis la raideur mécanique de Little Bob Story du Dr Feelgood jusqu'à l'éclatement du Blue Oyster Cult (qui n'est pas sans parenté avec le fameux MC5), en passant par Flamin Groovies, etc.

On aurait beaucoup à apprendre de Rock and Folk en particulier sur le style et l'esprit.

Voilà.

On pense que si vous teniez un peu compte de tout ça, rien que la page « culturelle » de Rouge vaudrait qu'on lise le reste...

Phillippe, Jean JACQUES et Michel, FRANÇOIS

télévision

Mercredi 25 février

TF1

17.25 : Les infos-actualité, pour les jeunes de 8 à 14 ans.

17.45 : La parade des dessins animés.

20.00 : Journal

20.30 : Les sangliers, film TV de M. Failevic

Une dramatique rurale. Deux villages languedociens vivent en paix autour de l'unique coopérative viticole. On chasse ensemble le sanglier. Jusqu'au jour où les notables de la ville louent à prix d'or l'un des terrains de chasse... Failevic est l'un de ces rares réalisateurs qui savent faire de la télévision intelligente et populaire.

22.00 : Les grandes énigmes : la TV, comment ça marche ?

L'envers du décor. Le travail de ceux (caméramen, perchmen, etc.) qui sont les obscurs de la parade télévisée. La deuxième partie de l'émission, consacrée aux recherches techniques, pourrait donner des idées à d'ingénieurs bricoleurs désireux de « détourner » la télé.

A 2

16.20 : Un sur cinq, émission pour « jeunes »

Avec une interview de Frédéric Petit, le secrétaire de l'UN-CAL (Union Nationale des Comités d'Action lycéens).

20.00 : Journal

21.00 : C'est-à-dire, magazine d'actualité

Le « grand témoin » aujourd'hui, c'est Bergeron, le secrétaire général de Force ouvrière, le curieux « syndicaliste » qui préfère les entrevues à l'Elysée aux luttes dans les entreprises. Il aura sûrement beaucoup à dire sur le « Parisien libéré » qui grâce à lui est fabriqué par des ouvriers syndiqués sous la garde des chiens d'Amaury.

23.00 : Basket : Villeurbanne-Malines

FR 3

20.00 : Programmes régionaux

20.30 : Cycle Richard Brooks. Film « La dernière chasse » (1956) avec Robert Taylor et Stewart Granger.

Un plaidoyer contre le massacre de la nation indienne, en même temps que le portrait d'un tueur vêtu de noir, une Winchester à la place du cerveau... « Aux Etats-Unis, dit Brooks, le public ne put supporter ce film, car il ressentait sa propre culpabilité ».

dans l'objectif aujourd'hui

PARIS

Théâtre

A 14 h 30, la compagnie LE BUS présente son dernier gala pour trouver une salle à la suite d'une expulsion. C'est 76 rue Mouffetard, réduction aux porteurs de Rouge.

« Tout ça, c'est une destinée normale » d'après Karl Valentin et Liesl Karlstadt par le groupe Régional d'Action culturelle. A la Cartoucherie de Vincennes.

Chanson

Toujours François Béranger à la cour des miracles, 23 av. du Maine. 75014. Tél. 548-85-60. A 21h30. PRIX des places : 25.F. Au Nouveau Carré de Silvia Montfort, soirée Spécial Vietnam avec Tran quang Hai

Film

« Sous les pavés, la plage » au studio Parnasse à 20 heures. A la suite de cette séance, il y aura débat avec la réalisatrice Helma Sanders.

BANLIEUE

Massy

concert de Jazz à 20h30 au foyer socio-éducatif : Perception, Dexter Gordon, Horace Parlan.

PROVINCE

LYON

La Péniche. « Benoist Mary Story » de Christian Capezzone : le monologue d'une vieille lyonnaise Capezzone travesti qui potine, critique, commente l'actualité régionale. Une réussite durable.

Cinéma «Le canut».

« Quand tu disais Valéry... », film-tourné par les ouvriers de Saint Nazaire avec l'assistance de René Vauthier (voir Rouge hebdo n°). Les problèmes de l'emploi, les méthodes patronales... Un grand succès à Saint Nazaire, un film à défendre partout ailleurs.

Lille

« Solitude la mulâtresse » par le théâtre martiniquais Fer de Lance Salle Roger Salengro. A 20h30.

Mâcon

Le groupe Magma est à 15h30 à l'Action Culturelle, avenue Charles de Gaulle. Prix des places : 18. F. Clermont-Ferrant

« L'an 01 » à la faculté des lettres, amphithéâtre, à 21h.

Lorient

Jean Kergrist et sa central atomique baladeuse...se baladent dans la ville.

Nice

« ZAO » est au centre culturel. Par ailleurs, Julos Beaucarne est à Tournai, le théâtre de la Tempête, avec sa « Pastorale de Fos » est à Nîmes

dans une lettre aux communistes de l'Ouest et de l'Est

LÉONID PLIOUCHTCH « LE SOCIALISME SANS DEMOCRATIE EST UN ANTI-SOCIALISME »

Le mathématicien soviétique Léonid Pliouchtch, récemment émigré en France, réfute dans une lettre ouverte adressée « aux communistes de l'ouest et de l'est », à l'occasion du 25^e Congrès du Parti communiste de l'URSS, la thèse de la déstalinisation du PC de l'URSS, et lance un « appel » en vue de « mener une lutte pour l'amnistie des tenus politiques dans le monde tier et les pays « socialistes » en rticulier ».

Dans ce document rédigé en ase, d'environ 800 mots, et daté

du 23 février, M. Pliouchtch, qui a été détenu prisd e trois ans dans l'hôpital psychiatrique spécial de Dniepropetrovsk, rappelle les principaux événements de l'époque stalinienne, dénonçant notamment les ingérences et « l'aveuglement » du Komintern.

« On pourrait rétorquer que tout cela est terminé, et que le PC de l'URSS s'est placé sur la ligne de Lénine après le 20^e Congrès », note Pliouchtch, qui ajoute aussitôt : « Souvenez vous du sort de la Tchécoslovaquie ». Selon lui, « les

événements de l'année 68 constituent un avertissement à tous les peuples : une union trop étroite avec l'URSS représente une menace pour leur indépendance ».

Le communisme discrédité

Pliouchtch déclare d'autre part : « Nous autres, communistes opposants, estimons qu'avec la démocratisation de l'Etat soviétique, il se produira un transfert du pouvoir de la bureaucratie du parti soviétique aux mains des travailleurs. L'amère expérience de l'histoire nous a appris qu'un Etat ne peut se développer normalement si l'opposition est interdite en son sein. »

« Les PC des prétendus pays socialistes ont discrédité et discréditent les idéaux du communisme. Ce n'est qu'en vous prononçant avec détermination et sans compromis, pour la démocratisation des « pays socialistes », pour l'amnistie des détenus politiques dans ces pays, que vous

pourrez prouver à vos peuples que vous ne leur annoncez pas la terreur de la dictature stalinienne. Le socialisme sans démocratie est un anti socialisme », conclut Léonid Pliouchtch.

D'autre part, dans une « lettre ouverte à la presse », qui fait suite à sa « lettre aux communistes de l'ouest et de l'est », le mathématicien soviétique attire l'attention de l'opinion publique internationale sur la situation de plusieurs intellectuels soviétiques détenus.

Les prisonniers soviétiques

Léonid Pliouchtch annonce notamment que le procès d'Andrei Tverdokhlebov, secrétaire de la section soviétique de l'organisation « Amnesty International » arrêté le 18 avril 1975 pour « calomnies contre le système social » soviétique, s'ouvrira le 15 mars prochain.

L. Pliouchtch souligne d'autre

apr que l'état de santé de Vladimir Boukovski, selon le témoignage de la mère du jeune dissident qui l'a vu récemment en prison, « a encore empiré ». Auteur d'un dossier sur les internements d'intellectuels en asiles psychiatriques, Boukovski a été condamné en 1972 à 12 années de privation de liberté.

L. Pliouchtch mentionne également le cas de l'ancien collaborateur d'Alexandre Soljénitsyne, le Philologue Gabriel Superfin, détenu dans la rpison de la ville de VLADIMIR DEPUIS 1973 pour avoir transmis des « documents anti-soviétiques à l'étranger ». Gabriel Superfin poursuit une gr—ve de la faim en signe de protestation contre la confiscation de sa bible et de sa croix.

Enfin, le mathématicien rappelle le cas du biologiste Serguei Kovalev, ancien collaborateur de l'académicien Andrei Sakharov dont l'état de santé s'est dégradé depuis son internement dans un camp, ainsi que celui du leader des Tatars de Crimée, Mustapha Djemilev, qui poursuit une grève de la faim depuis l'été dernier.



Concorde aux USA IRA, IRA PAS

La Chambre et le Sénat de l'Etat de New-York ont, par respectivement 139 voix contre 4 et 46 contre 10, interdit l'accès des aéroport de cet Etat à Concorde, ainsi qu'à tout avion produisant plus de 108 décibels, (comme le Boeing 707), sous réserve d'un délai de 5 ans afin de procéder aux modifications nécessaires.

Or il y a 20 jours, le secrétaire d'Etat américain aux transports, M. Coleman, avait accordé à concorde une période probatoire de 16 mois, à raison de 2 atterrissages quotidiens à Kennedy Airport.

Le torchon brûle entre le gouvernement fédéral et l'Etat de New-York à propos de Concorde, on le savait déjà.

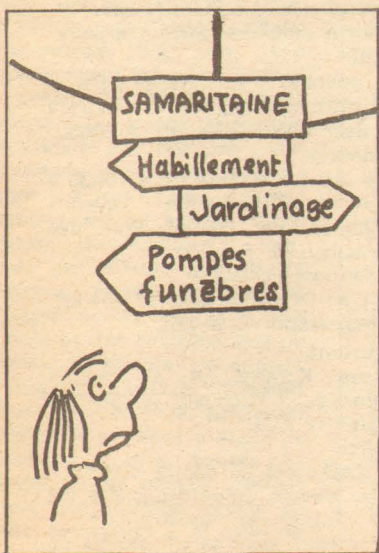
Va-t-on vers un conflit très dur, renvoyant à des problèmes internes aux Etats-Unis, entre-autres à ceux de la Municipalité de New-York récemment sauvée in extrémis de la faillite ? Il semble que les choses vont prendre une autre tournure et que certaines vocations « écologiques » sont en train de flancher. Celles en tout cas, du gouverneur de l'Etat de New-York, Hugh Calley qui doit ratifier la décision des représentants et semble aux dires de ses collaborateurs, hésiter de plus en plus. D'autre part, une fraction au moins de la bourgeoisie française,

n'a pas l'intention de dramatiser l'affaire. Notre secrétaire d'Etat aux transports n'a-t-il pas déclaré récemment qu'il valait mieux, en Aéronautique, remplacer la formule « L4Europe ou les Etats-Unis » par « L'Europe et les Etats-Unis » (Giscard s'étant chargé d'élagier son propos....). Des accords de coopération ont été signés récemment (voir le Monde du 8 /9/février), entre SNECMA et Général Electric, Dassault et Mac Donal, Douglas etc....

Ne va-t-on pas vers une rivalité nuancée de compromis, les Etats-Unis acceptant de recevoir Concorde, moyennant quelques dispositifs anti-bruits élaborés de concert, l'Europe admettant en échange de voir son appareil rapidement démodé et remplacé par un « Super-Supersonique » ? C'est en tout cas ce que suggère Coleman dans son rapport : « Si Concorde peut s'imposer sur le marché ou si les essais de Concorde prouvent qu'un avion de plus grande capacité peut faire mieux, alors les britanniques et français, et peut-être les américains seront encouragés pour développer un avion plus rentable et mieux adapté à l'environnement ».

VERDI.

dernières nouvelles



ACCIDENT DU TRAVAIL A LA SAMARITAINE TROIS MORTS, SIX INTOXIQUES

● L'accident s'est produit hier soir vers 20 h alors qu'une équipe d'ouvriers travaillant dans les sous-sol du grand magasin. D'après le général des sapeurs pompiers, Férange, « le produit qu'ils utilisaient s'est brusquement volatilisé provoquant une grave intoxication ». Les 9 ouvriers qui travaillaient sur les lieux ont immédiatement perdu connaissance. Deux travailleurs sont toujours dans le coma et deux autres dans un état très grave. D'après les dernières informations,

l'accident serait du à un dégagement d'hydrogène sulfureux lorsque des centaines de litres d'acide chlorhydrique ont été précipités au fond du puits du magasin pour aider à son nettoyage. Cet acide aurait rencontré une roche souterraine contenant du sulfure de fer.

LIP : LEGERE PROGRESSION DE LA CFDT

● Les élections professionnelles qui se sont déroulées le mardi 24 février étaient très attendues. Venant après une violente campagne de la CGT et de la CFDT-LIP : Elles ont permis de faire le point.

Chez les ouvriers, la CFDT obtient 380 voix et 5 sièges. La CGT, elle, a 8

5 voix et un siège. Tous collègues confondus, la CFDT réalise 79,3 % des suffrages contre 78,9 % en 1975. Une progression faible, mais réelle qui montre que malgré les attaques souvent calomnieuses de la direction CGT, les travailleurs de LIP continuent massivement à lui faire confiance. Un succès qui ne plaira pas à tout le monde...

1^{er} collège (ouvriers et employés) CFDT : 380 voix, 5 sièges ; CGT : 8 voix, 1 siège.

2^e collège (maîtrise et techniciens) CFDT : 180 voix, 3 sièges ; CGT : 38 voix.

3^e collège (ingénieurs et cadres) CFDT : 27 voix ; CGC : 30 voix.

APRES LES DECLARATIONS DE HAIG

● Le groupe communiste de l'Assemblée Nationale demande la convocation « d'urgence » de la commission des Affaires Etrangères « pour entendre les explications du ministre des Affaires Etrangères Sauvagnargues sur les récentes déclarations du général Haig. »

Celui-ci avait notamment dit dimanche dernier à Munich : « Pour les pays d'Europe de l'Ouest, hautement industrialisés, je n'accepterai pas la présence des Partis communistes au pouvoir. »

Le groupe communiste « s'élève... contre l'outrage porté à la souveraineté française et à l'honneur